

# Crise, Genre et TIC : Recette pour une Dés-Union Prononcée. L'Exemple de l'Afrique du Sud

Joelle Palmieri

[joelle.palmieri@scpobx.fr](mailto:joelle.palmieri@scpobx.fr)

63, rue de Vincennes 93100 Montreuil - France  
+33610492763

Contribution to the tripleC-special issue "Capitalist Crisis, Communication & Culture", edited by Christian Fuchs, Matthias Schafranek, David Hakken, Marcus Breen

**Résumé :** *A l'heure de la crise économique mondiale, des femmes assument encore plus chaque jour, différemment selon les régions, et en particulier en Afrique du Sud, la responsabilité du rôle de re-production et de production. Elles assurent les soins de la famille au quotidien, en matière de santé, éducation, nutrition, assainissement... Cette responsabilité, invisible, si elle était mise en lumière, notamment via les TIC, défierait un universalisme dominant, notamment en faisant émerger des savoirs ordinaires, non savants. Pourtant, cette option ne semble pas encore à l'ordre du jour, bien au contraire. Les organisations de femmes nouent avec la société portée et accélérée par la communication et l'information, une relation de subordination, par fatalisme ou ignorance. Aussi, développer des formes de citoyenneté directe, en adéquation avec une définition corrigée de la démocratie, engage à interroger l'hypothèse d'une triangulaire politique, économique et informationnelle, ancrée dans l'articulation des sphères privée et publique.*

**Abstract :** *With the global economic crisis, women still assume the brunt of the responsibility for re-production and production, differently in different regions, and in particular in South Africa. They daily provide care for the family, including health, education, nutrition, and sanitation. This invisible responsibility, if it were brought to light, thanks, in particular, to ICT, would challenge a dominant universalism, by highlighting common, every day and not scientific, knowledge. However, this option is not yet on the horizon; quite the contrary: women's organizations, whether out of fatalism or ignorance, establish relations of subordination with the society supported by and accelerated through communication and information. Developing forms of direct citizenship, in line with a revised definition of democracy, questions the hypothesis of a political, economic and informational triangular, which is rooted in the intersection of private and public spheres.*

**Keywords:** genre; libéralisme; crise; urgence; paradoxe; innovation ; connaissance ; savoir ; Afrique du Sud ; Afrique

**Acknowledgement:** Les représentants des organisations sud-africaines qui ont accepté de répondre à des entretiens individuels, en novembre 2008 à Cape Town, sur leurs usages des TIC et la perception de leurs environnement politique, économique, social et culturel, ainsi que ceux qui ont accepté de répondre à des questions sur leurs pratiques ou nous ont accueillies sur leur lieu de travail, sont ici vivement remerciés.

## 1. Introduction

A l'heure de la crise économique mondiale, de nombreux acteurs, y compris les institutions internationales, ne jurent que par l'émancipation numérique des êtres humains<sup>1</sup>, et pour certains des femmes, afin d'assurer un développement en conformité aux attentes des populations. Parallèlement les frontières, tant géographiques, qu'économiques, sociales et de genre, se creusent. Elles se doublent, en Afrique, du développement des conflits, de la corruption, d'une relation au Nord qui demeure idéalisée, mythifiée, une sorte d'*eldorado* post-moderne, et d'un renforcement des écarts de richesse, caractéristiques en Afrique du Sud. Cette crise mondiale et le système dans lequel

---

<sup>1</sup> L'émancipation numérique a été proposée comme horizon conceptuel pour les politiques de développement local en décembre 2005, lors de la première conférence internationale sur le sujet, organisée au Brésil par la City of Knowledge (Cité du savoir) à l'université de Sao Paolo.

elle s'inscrit repoussent les organisations engagées pour les droits des femmes encore davantage aux recoins de l'urgence, de la gestion de la proximité (santé, éducation, nutrition, assainissement, revenus...), des violences qu'elle accroît, ce qui les enferme dans une représentation et une lecture du monde de plus en plus à court terme et à courte vue.

Les TIC<sup>2</sup> y jouent parfaitement leur rôle, piliers d'un système qui accélère les modes de transactions, tant financières qu'humaines, divise les générations, met en exergue les différences d'éducation et de culture et dépêche globalement les femmes vers des rôles d'*ouvrières* bon marché de la Société de l'information (notamment dans les centres de messagerie) et de *victimes* à moindre coût.

Les organisations de femmes se montrent totalement dépassées par l'ampleur du phénomène, considérant les TIC comme de *simples outils* d'information, les reléguant à un «domaine», «un thème» comme un autre, voire «à part», «éloigné» de la santé, l'éducation, la pauvreté, les violences... En cela, l'information ne constitue pas un domaine prioritaire de luttes, voire est confinée à des questions purement techniques et subordonnées, à *sous-traiter*. Elle ne fait pas partie de la crise. Elle ne la nourrit pas.

A l'ère de la Société de l'information, il semble donc que les TIC ne jouent pas encore le rôle qu'elles pourraient dans l'aboutissement de l'égalité entre les hommes et les femmes et dans la dynamisation du rôle des mouvements africains de femmes dans l'expression de la *créativité* nécessaire à la sortie de crise. Les organisations qui les composent y sont réfractaires ou se montrent d'un conformisme surprenant, comme si les technologies se situaient à l'écart de la définition des rôles sociaux et des enjeux économiques et politiques locaux et globaux.

Les TIC ont entériné la dés-union entre les sphères sociale, économique et politique, voire épistémologique, à l'image de l'Afrique du Sud qui ne peut plus porter son véritable nom: «*Union of South Africa*».

Paradoxalement, ce pays, et l'Afrique plus généralement, non épargné par ce contexte de crise, alimentaire, sécuritaire, écologique, financière, sociale, existentielle, connaît l'émergence de nouveaux modes d'expression, via les TIC, dont la négociation de tabous sociaux et culturels comme la sexualité (l'intime, la contamination hétérosexuelle du Sida, l'orientation sexuelle...), et de nouveaux sujets de débat dont l'appropriation citoyenne des enjeux de sociétés par les jeunes générations, majoritaires sur le continent. Ces innovations mêlent parfois créativité, réciprocité, solidarité, notamment entre les genres (Mottin, 2009). Cette tendance engage alors une réflexion vers la définition d'une nouvelle citoyenneté, détachée de ses fondamentaux ancrés dans le pouvoir politique et la relation avec son exercice.

## 2. Eléments méthodologiques

Cette étude est le résultat d'une observation participante au sein de projets sud-africains de défense et de soutien aux femmes séropositives, ou aux femmes sans terre dans la région du Western Cape, d'entretiens avec des organisations engagées dans des processus de valorisation de paroles de population marginalisée, comme Panos en Grande-Bretagne ou le Center for Digital Storytelling aux Etats-Unis ou encore le réseau sud-africain Women's Net, qui travaille sur la problématique «*Genre et TIC*» en Afrique.

Elle repose également sur un relevé de témoignages réalisé en novembre 2008 à Cape Town par le biais d'entretiens individuels non-directifs. Le matériau recueilli est composé de 14 entretiens individuels ou groupés réalisés avec des représentants (un homme et treize femmes) d'organisations de femmes ou féministes, mais aussi d'organisations centrées sur la lutte pour l'accès à la trithérapie, d'une agence de presse alternative, ou encore d'une ONG spécialisée dans le milieu rural et les sans terre (droit des paysans). Les personnes ainsi interrogées ont été choisies à partir d'un échantillon de personnes qui ont été préalablement contactées par voie électronique, par le biais de réseaux antérieurement connus par l'enquêtrice. Les groupes d'interviewés potentiels ont alors été sélectionnés, afin de diversifier la population interrogée: des femmes, des

<sup>2</sup> Technologies de l'information et de la communication.

hommes, des Noirs, des Blancs, des métis, des Indiens, des jeunes et moins jeunes, des militants et non militants, des engagés/professionnels des questions de discriminations à l'égard des femmes ou d'égalité de genre ou de féminisme, et/ou de l'usage citoyen, social ou créatif de l'Internet.

Ces organisations s'adressent globalement, à des *groupes de base*<sup>3</sup>, et en particulier à des femmes, en milieu urbain et rural, avec lesquelles des protocoles spécifiques de communication sont créés et différenciés, notamment en termes d'usages d'Internet, sans pour autant qu'ils aient été réfléchis. Concernant Internet, les sujets des contenus publiés peuvent porter tant sur la compilation de paroles de femmes, prenant plus ou moins en compte les différentes langues locales, ou encore des effets et analyses des inégalités de richesse sur la vie des femmes, des violences, des droits... ou encore sur la simple diffusion d'éléments de calendriers de rencontres locales ou des coordonnées et/ou des rapports d'activité annuels des organisations.

Les cibles des supports sont globalement des homologues ou partenaires sur le continent africain mais surtout des bailleurs de fonds au Nord, la majorité des publics des organisations n'ayant absolument pas accès au réseau. Les entretiens ont reposé sur trois grands segments (en dehors des questions spécifiques), que l'enquêtrice s'est efforcée d'introduire et d'accompagner de la façon la moins « directive » possible. Ces trois segments se sont succédés même si l'enquêtrice a dû s'adapter en fonction des sujets abordés spontanément par l'interviewé. Le premier consistait à interroger les personnes sur leur situation personnelle (lieu de résidence, âge, milieu social, accès à Internet ou pas...). Le deuxième les faisait s'exprimer sur un contexte national global (situation politique, relations avec le Nord, situation des femmes, de l'information...) avec un sous-ensemble visant spécifiquement le contexte de la Société de l'information. Le troisième les a fait se concentrer sur leur support Internet ou leur projet de support, en leur demandant de le qualifier de façon précise (idée de départ, ambition et mission, protagonistes, mise en œuvre, obstacles, processus de recherche et de traitement de l'information, appréciation...).

La période au cours de laquelle ces entretiens ont été réalisés correspond à une situation pré-électorale, législative et présidentielle<sup>4</sup>, inscrite en pleine crise économique mondiale, qui a des incidences directes sur le contenu des entretiens.

### 3. Un contexte socio-économique et informationnel divisé et sur fond de crise

Le contexte économique mondial connaît des mouvements, des accélérations, liés à l'amplification d'une mondialisation que les institutions financières internationales ont orientée selon un modèle économique néo-libéral (Smith, 1759). Il présente aujourd'hui des symptômes tenaces, auto-immuns, qui se révèlent *critiques*, sous différentes formes et dans divers secteurs. La « crise mondiale » comme elle est qualifiée est plurielle. Elle se répercute par effet ricochet sur une série de secteurs, qui ne s'inscrivent pas tous au même niveau. Elle affecte autant l'énergétique, que l'écologique, le politique, l'économique, le financier, le social, le culturel, l'alimentaire, le sanitaire, l'éducatif, le sécuritaire, le symbolique, l'existentiel... De plus, elle se traduit différemment selon les personnes, les groupes, les genres, les âges, les espaces, tant géographiques que socioculturels.

Aussi, l'accent sera mis sur l'analyse de genre de cette crise et de ses facteurs, de son ancrage dans la Société de l'information, dans le monde mais aussi dans le contexte particulier de l'Afrique du Sud. Ce parti pris répond à la préoccupation de définir de nouvelles orientations quant à l'analyse des forces en présence, des enjeux et conséquences de cette crise, et de chercher, en toute connaissance de cause, des pistes d'innovations de recherche qui garantissent le maintien sinon la construction des socles d'une démocratie pour tous.

<sup>3</sup> Ce terme est largement utilisé par les personnes interrogées.

<sup>4</sup> En avril 2009.

### 3.1. La crise, défavorable aux femmes à l'échelle mondiale

Le rapport Social Watch 2008, intitulé «*Les Droits sont la réponse*», lancé en décembre 2008 lors de la Conférence internationale sur le financement du développement à Doha, au Qatar, montre, pays par pays, comment l'omniprésence de l'extrême pauvreté et de l'inégalité entre les genres est intimement liée aux effets immédiats de la triple crise économique internationale et à plus long terme aux ajustements économiques douloureux ancrés dans l'architecture financière mondiale.

Social Watch, un réseau international d'ONG, consacré à la surveillance du respect des engagements internationaux des gouvernements, publie un rapport annuel depuis 1996. Ces rapports documentent la relation entre les droits humains et l'architecture économique et financière dans 59 pays. Ils sont établis à partir de témoignages de militants locaux et d'analystes de la société civile, dans ces pays<sup>5</sup>.

Le 6 février 2009, le Centre d'actualités de l'ONU publiait un communiqué faisant état des pré-occupations du Comité pour l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes (CEDEF) quant aux conséquences néfastes de la crise financière et économique sur les droits des femmes et des filles<sup>6</sup>.

Un peu plus tard, dans sa déclaration du 8 mars 2009, la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les violences contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Mme Yakin Ertürk, s'est focalisée sur la crise économique mondiale. En se basant sur les prédictions de la Banque mondiale, elle a réaffirmé que la crise allait plonger 53 millions de personnes des pays en développement dans la pauvreté, pour cette seule année 2009, ce qui va largement nuire à l'aboutissement des Objectifs du Millénaire pour le développement, comme l'élimination de la pauvreté d'ici à 2015, mais aussi à tous les efforts déployés en matière d'égalité de genre.

Selon la rapporteure, les mauvais résultats économiques ont des effets négatifs sur les femmes: «*des études ont montré que la violence contre les femmes s'intensifie lorsque les hommes sont confrontés à la dépossession et au déplacement liés aux crises économiques [...] ou d'autres situations où la concurrence entre masculinité et relations de pouvoir sont modifiés dans la société*».

Le rapport suivant de Mme Ertürk pour le Conseil des Nations Unies pour les droits humains, qu'elle a soumis avant la fin de sa mission en juin 2009, a porté sur l'accroissement des violences de genre en temps de crise économique<sup>7</sup>.

Enfin, selon une estimation de l'Organisation internationale du travail (OIT), citée lors d'une réunion des femmes parlementaires au sein de l'Union interparlementaire (UIP) réunie pour sa 120e assemblée, le 5 avril 2009 à Addis-Abeba, la crise financière et économique internationale pourrait faire perdre leur emploi à 22 millions de femmes dans le monde en 2009.

En 2008, sur 3 milliards de chômeurs, 1,2 milliard sont des femmes (40,4%), 6,3% de femmes ont perdu leur emploi, contre 5,9% d'hommes. Les chiffres sont différenciés selon les secteurs : 18,3% dans l'industrie, 48,4% dans l'agriculture, secteur qui emploie en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, plus de 60% de femmes. En termes de revenus, les femmes gagnent en moyenne 15% moins que les hommes<sup>8</sup>.

La crise économique mondiale n'est donc pas neutre au genre, et son articulation avec la Société de l'information, ne l'est pas davantage, comme nous allons le voir. Ces deux *concepts* demandent donc à être interrogés selon l'axe de l'égalité ou de la justice de genre (Mukhopadhyay, 2009), afin de ne pas abstraire la démocratie d'une analyse prenant en compte toutes les inégalités politiques, économiques, culturelles et sociales, et en particulier celles enracinées dans la structure des rôles sociaux de sexe.

<sup>5</sup> Rapport 2008 Social Watch - <http://www.socialwatch.org/en/informelmpreso/overview2008.htm>

<sup>6</sup> Crise économique: L'ONU s'inquiète de l'impact sur les femmes, Centre d'actualités de l'ONU - <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=18385&Cr=crise&Cr1=femmes>

<sup>7</sup> Bureau des Nations unies à Genève - [http://www.unog.ch/80256EDD006B9C2E/\(httpNewsByYear\\_en\)/502DB15B47587EC0C125757100617EC0?OpenDocument](http://www.unog.ch/80256EDD006B9C2E/(httpNewsByYear_en)/502DB15B47587EC0C125757100617EC0?OpenDocument)

<sup>8</sup> 22 millions de femmes risquent de perdre leur emploi, Xinhuanet - [http://www.french.xinhuanet.com/french/2009-04/06/content\\_852772.htm](http://www.french.xinhuanet.com/french/2009-04/06/content_852772.htm)

### 3.2. Les « tuyaux » de la fracture numérique

Au Nord, les technologies de l'information et de la communication (qui incluent l'Internet, la téléphonie mobile et l'informatique), sont promues, tolérées, comme un espace, le cyberspace<sup>9</sup>, ouvert, large, horizontal et transnational. Un espace où chacun, homme ou femme, peut s'exprimer, librement, sans aucun obstacle ni entrave (Gurak, 1997), qui est sans frontières. Dans les pays du Sud, et en particulier en Afrique, qui est largement considérée au Nord comme le continent le plus marginalisé en termes de Société de l'information<sup>10</sup>, les institutions internationales se concentrent sur ce que l'on appelle la fracture numérique, et, pour certaines, sur la fracture numérique de genre, qui a plus ou moins été discutée au cours du Sommet mondial de la Société de l'information en 2003 et 2005<sup>11</sup>. La façon dont elle est abordée présente une tendance très spécifique. De fait, la plupart des questions qui sont abordées concernent l'accès physique, l'accès aux infrastructures. Et ce parti pris des organisations internationales engagées sur ce terrain est considéré comme l'unique « vérité », le fil à tirer prioritairement pour l'Afrique. Il semble pourtant que de ce fil dépend l'équilibre fragile d'une économie en mutation et en crise qui cherche des débouchés pour enrayer la récession dont elle est l'auteure.

#### 3.2.1. Les frontières économiques et politiques

Les frontières nationales, dans le monde entier, créent des frontières à l'expression, à la génération d'idées, à la production de contenus et à leur diffusion, de la même façon qu'elles entravent la libre circulation des êtres humains, ce qui est manifestement vrai en Afrique et plus manifestement aujourd'hui avec l'exacerbation de la crise.

Selon Arsène Maisha du Centre Aden à Kisangani<sup>12</sup> en République démocratique du Congo, des zones géographiquement « ouvertes » ne connaissent pas de désenclavement numérique, c'est-à-dire restent isolées du point de vue de l'accès aux TIC. Comment pouvons-nous analyser le manque d'accès à Internet dans la région comme un problème? Ou, plus généralement, est-il utile d'accéder à l'Internet en période de conflit? Pour quoi faire? Et en particulier pour les femmes? Et plus spécifiquement pour les femmes du Sud-Kivu, où la question de l'ouverture géographique peut être posée.

Selon l'économiste Rufin Sosthène, de République centrafricaine, les jeunes se connectent à l'Internet plus à la recherche d'un petit ami ou d'une petite amie au Nord que pour des recherches documentaires. Comment pourrait-on qualifier cette frontière?

Dans le sillage de cette question, selon Dimanche Yaméogo, de TV Yaka à Ouagadougou, au Burkina Faso, il existe un projet visant à améliorer le partage des connaissances, afin que les jeunes puissent avoir accès aux sciences, et en particulier de façon égale pour les filles et les garçons. Qu'existe-il déjà en la matière? Avons-nous à inventer? A faire disparaître des murs virtuels? Lesquels?

Selon Dominique Mendy du Centre d'études sénégalais des Sciences et Techniques de l'information, à Dakar, au Sénégal, il existe des préoccupations au sujet du fort développement des tentatives de migration vers le Nord. Une tendance qui concerne principalement les jeunes hommes qui fuient l'aggravation de la pauvreté, l'augmentation des pénuries, les impacts des bouleversements climatiques et sont consacrés à « *un avenir meilleur* », largement mis en lumière sur le Web. Aussi, plus généralement, comment peut-on mesurer l'impact de la mondialisation néo-libérale ou

<sup>9</sup> L'écrivain William Ford Gibson a créé le terme "cyberspace" puis une iconographie de l'ère de l'information avant même la reconnaissance de l'Internet dans les années 1990. (Gibson, 1986)

<sup>10</sup> L'évaluation du taux de pénétration africain par L'union internationale des télécommunications montre comme elle progresse rapidement. <http://www.itu.int/ITU-D/ict/newslog/CategoryView,category,Africa.aspx>

<sup>11</sup> Voir dans le cadre de la préparation du Sommet, *Bamako 2002 : Placer le genre au centre du Sommet Mondial sur la Société de l'Information*, Caucus sur le Genre, Conférence préparatoire régionale africaine du Sommet mondial sur la Société de l'information (2002) - <http://smsi.francophonie.org/IMG/html/bko2002genre.html>

<sup>12</sup> Les réflexions ici mentionnées émanent d'un débat croisé, en direct, via courrier électronique, organisé en mars 2009 depuis les différentes villes mentionnées et une ville de banlieue parisienne (Montreuil en Seine-St-Denis) qui connaît une forte population migrante. Ce débat avait pour objet les frontières sur Internet.

des relations Nord/Sud, dans cette apparente «*inévitable*» commercialisation sur Internet, à des fins très diverses, comme la traite des êtres humains, la prostitution ou la vente de logiciels, de chansons ou de films? Quelle est l'influence de la Société de l'information sur la vie quotidienne des populations?

Dans toutes les sociétés, et en particulier en Afrique du Sud, il existe à l'intérieur des frontières nationales, des murs visibles, dont certains sont construits (comme entre les villes et les bidonvilles, notamment à Johannesburg), D'autres sont invisibles ou moins «physiquement» représentés, comme les frontières entre hommes et femmes, Noirs et Blancs, riches et pauvres, urbains et ruraux, migrants et nationaux, élite et «*ordinaire*», toute autre combinaison étant possible (See-kings, 2005). Ces murs «*sociaux*» se creusent un peu plus depuis les deux dernières années, ce qui correspond à l'expression de la crise. Sont-ils ou non développés dans d'autres pays d'Afrique? Comment apparaissent-ils sur l'Internet et comment y faire face?

Dans de nombreux pays africains, les gens peuvent facilement se retrouver enfermés, concrètement (en prison, déplacés, isolés), violés, en situation d'insécurité, ou exclus de tout moyen de communication avec les autres (surveillance des lignes téléphoniques ou courriels, confiscation des informations personnelles, isolement économique, physique et psychologique...). Cette conjoncture pose une série de questions. En quoi est-elle la conséquence de conflits armés, de croisades nationales ou internationales contre «*l'ennemi*», le «*mal*», les «*autres*»<sup>13</sup>, ou de la libéralisation du marché mondial et des crises qu'elle engendre, qui agrandit le fossé entre les riches et les pauvres (Karshenas, 2002)? En quoi cela touche plus les femmes? Existe-t-il des moyens pour les populations de se protéger, et en particulier par l'utilisation de l'Internet?

En Afrique, comment l'Internet peut-il aider ou générer des obstacles à la liberté d'expression? Comment le citoyen prend-il la parole? Est-elle égale à celles des entreprises privées, aux États? Y a-t-il des limites des droits individuels? A la libre circulation des idées? Comment observer les technologies sous le prisme développé par Albert Hirschman sur les solutions apportées et les voix exprimées face au déclin organisationnel (Hirschman, 1970)? Comment les frontières de genre se créent-elles dans ce domaine? Est-ce différent de l'espace non-cybernétique? Les hommes et les femmes ont-ils une égale voix au chapitre? En quoi? Comment qualifier les principales lacunes et leur récente manifestation?

Sur l'Internet, existe-t-il des zones frontalières, comme ces territoires, ou la vie ne ressemble ni à celle d'un des côtés de la frontière ni à l'autre? (Gooneratne, 1996) Des sortes de no man's lands cybernétiques? Comment ces zones pourraient-elles être explorées avec une perspective de genre? comment pourraient-elles être développées?

### 3.2.2. Les frontières entre les sexes et de genre

Dans le cadre de ces questions liées aux frontières «géographiques», il semble important d'étudier les frontières de genre, parce qu'elles amplifient les effets des premières. En fait, dans le cyberspace, on trouve dès la première strate, et comme dans les médias classiques, les stéréotypes sexistes *banals*, comme Margaret Gallagher l'avait observé il y a une dizaine d'années (Gallagher, 1995). Plus globalement, comme Leslie Reagan Shade l'a analysé, on note que ce cyberspace est la réplique fidèle du modèle de division entre sphère privée et publique, comme une conséquence du patriarcat (Shade, 2002), base de toute division sexuelle, économique, sociale, politique et culturelle, division officiellement reconnue lors de la Conférence de Beijing de 1995<sup>14</sup>.

Dans le secteur des TIC, les frontières de genre peuvent tout d'abord être constatées en matière d'accès à l'Internet ou des capacités que son utilisation requiert. Les femmes et les filles ont notamment moins accès à l'éducation<sup>15</sup>, par conséquent, elles ne savent pas se servir d'ordinateurs,

<sup>13</sup> Global Issue, January 03, 2009 - <http://www.globalissues.org/issue/83/conflicts-in-africa>

<sup>14</sup> Rapport de la quatrième conférence mondiale sur les femmes - Beijing, 4-15 septembre 1995, UN (1996)

<sup>15</sup> Selon l'Unesco, «*sur les 21 pays où le taux d'illettrisme des adultes est estimé supérieur à 50%, 13 sont situés en Afrique subsaharienne. Les femmes comptent pour les deux-tiers*». (*The long road to literacy in Africa*, 2002), Par ailleurs,

ou des femmes sont en charge de la garde des enfants, donc n'ont pas le temps d'aller au cybercentre<sup>16</sup>, ou les femmes sont plus touchées par la pauvreté que les hommes<sup>17</sup> et donc ne peuvent même pas avoir accès à l'électricité, ou encore les femmes et les filles n'ont pas autorité à parler par elles-mêmes et ne risquent donc pas d'être enclines à s'épancher. Ces obstacles sont actuellement observés par la communauté internationale qui tente de les surmonter en priorisant le développement de l'accès aux infrastructures<sup>18</sup>.

Mais les frontières de genre ne sont pas exclusivement centrées sur ces deux points, l'accès et les capacités, et concernent principalement le contrôle et le contenu, comme cela a été observé par l'ONG ENDA Tiers-Monde dans son étude sur la fracture numérique de genre dans les pays d'Afrique de l'Ouest en 2005<sup>19</sup>.

Au-delà de cette recherche, on peut constater que les entreprises de télécommunication sont privées et leurs propriétaires des hommes<sup>20</sup>. Ce secteur économique est le plus rentable après celui de l'armement (Schiller, 1999). Par ailleurs, il est le lieu où s'organise la vente des corps de femmes, commerce à haute plus-value financière, totalement entre les mains d'hommes, massivement accéléré, incontrôlé, non légiféré et impuni (Poulin, 2004). La majorité des contenus (texte, audio, vidéo...) est « écrite » par des hommes et diffusée par des hommes<sup>21</sup>. Et, globalement, comme l'indique une experte en technologies de l'information, Anita Gurumurthy,

*«La sphère des TIC se caractérise par la domination stratégique de puissantes entreprises et nations – monopoles bâtis sur le régime de la propriété intellectuelle –, par la surveillance accrue de l'Internet au détriment de son contenu démocratique et par l'exploitation des plus vulnérables par l'impérialisme capitaliste, le sexisme et le racisme» (Gurumurthy, 2004).*

Par ailleurs, les marchés financiers, leur accélération et la spéculation qu'ils engendrent, sont organisés via l'Internet par des hommes, jeunes, au Nord. Nous savons que cette dérégulation financière représente au moins la face émergée de la crise mondiale que nous traversons (Montel-Dumont, 2009). Concrètement, ce sont des hommes, et, en particulier, des hommes blancs, qui programment des logiciels, y compris dans le mouvement des logiciels libres (Palmieri, 2004). Ce sont des hommes – en position de pouvoir à l'échelle locale ou nationale – qui choisissent d'installer un cybercentre dans un quartier ou dans un village et les jeunes (hommes et femmes) qui s'y

selon l'Onu, « 19 pays africains subsahariens présentent des taux d'alphabétisation des femmes inférieurs à 30% et on estime à moins de la moitié des filles âgées de 6 à 11 ans qui vont à l'école » (*Africa Recovery*, Vol.11#4 - March 1998, page 11), Voir aussi *Global education digest 2008* [http://www.uis.unesco.org/template/pdf/ged/2008/GED%202008\\_EN.pdf](http://www.uis.unesco.org/template/pdf/ged/2008/GED%202008_EN.pdf)

<sup>16</sup> Selon l'Institut international des statistiques sur l'Internet, Internet World Stats, il n'existe pas de données régionales désagrégées par sexe sur le nombre d'utilisateurs africains de l'Internet, mais le taux d'accès africain global est estimé à 5,6% (Internet World Stats, 2008 - <http://www.internetworldstats.com/stats.htm>). Concernant la pénétration de la téléphonie mobile, le journal Africa Telcom News l'évalue en 2004 à 30,4% et estime qu'elle augmente très rapidement ([http://www.africatelecomsnews.com/Factbook\\_form.html](http://www.africatelecomsnews.com/Factbook_form.html)). Selon la Commission des études de l'Afrique de 2004, le téléphone mobile semble est « un outil neutre au genre »

([http://www.commissionforafrica.org/english/report/background/scott\\_et\\_al\\_background.pdf](http://www.commissionforafrica.org/english/report/background/scott_et_al_background.pdf)),

<sup>17</sup> Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, « alors que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a chuté dans toutes les régions en développement dans le monde entre 1990 et 2000, ce chiffre augmente actuellement en Afrique, atteignant plus de 82 millions. Les femmes africaines constituent la majorité des pauvres tant en milieu urbain que rural (atteignant plus de 70% dans certains pays) ». Seventh African Regional Conference on Women (Beijing + 10) - Decade Review of the Implementation of the Dakar and Beijing Platforms for Action: Outcome and the Way Forward, Addis Ababa, 12-14 October 2004 - <http://www.uneca.org/acgs/OutcomeBeijing.pdf>

<sup>18</sup> Par exemple, le CRDI estime que ces obstacles liés à l'accès et aux capacités est une priorité : Rathgeber (E.) et Adera (E.), *L'inégalité des sexes et la révolution de l'information en Afrique*, CRDI, 2002

[http://web.idrc.ca/ev\\_fr.php?ID=9409\\_201&ID2=DO\\_TOPIC](http://web.idrc.ca/ev_fr.php?ID=9409_201&ID2=DO_TOPIC)

<sup>19</sup> *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* - Réseau genre et TIC - Etudes et Recherches, n° 244 - Enda éditions, Dakar, 2005 - <http://www.famafrique.org/regentic/indifract/fracturenumeriquedegenre.pdf>

<sup>20</sup> Il n'existe pas d'études sur les propriétaires des entreprises de télécommunications, mais si l'on regarde les noms des propriétaires de chaque opérateur intervenant en Afrique, comme ailleurs, on peut voir que le directeur est un homme.

<sup>21</sup> De nombreuses études ont mis en lumière notamment en matière d'inégalités de genre dans les médias, parmi lesquelles *Gender and Media Baseline Study (GMBS)* conduite en septembre 2002 par l'organisation sud-africaine Gender-Links - [http://www.genderlinks.org.za/page.php?p\\_id=236](http://www.genderlinks.org.za/page.php?p_id=236)

précipitent<sup>22</sup>. Ce sont des hommes qui permettent d'accélérer le trafic d'êtres humains, et en particulier la traite des femmes et des enfants sur le Web. Ce sont des hommes qui parlent facilement sur les forums, les chats et les blogs, alors que les femmes sont davantage présentes pour les conseils beauté et autres stratégies de séduction (Weiser, 2000, p. 12), plutôt que pour des témoignages relatifs à des actes de violence, à la pauvreté ou à des inégalités, à l'école, au travail, au sein du foyer... Ce sont des hommes qui font exploser le système financier via l'utilisation affûtée de l'Internet.

### 3.2.3. Une confusion dans les cibles

Au cours des dix dernières années pendant lesquelles la question du besoin de l'accès aux TIC pour les femmes a été étudiée, il a été souligné que l'impact de la Société de l'information peut davantage être mesuré par l'augmentation globale du nombre de femmes qui utilisent l'Internet pour travailler, pour faire des affaires, éventuellement pour trouver un mari riche (Gurumurthy, 2006), plutôt que par les moyens de faire entendre leur voix, de prendre part aux décisions et d'agir en réseau à ces fins.

En effet, même si les groupes de femmes ou féministes reconnaissent cette dernière opportunité dans les TIC, leurs priorités, en termes de ressources financières et humaines sont dévolues ailleurs, dans le développement des activités de lutte contre les violences, la pauvreté... Les TIC sont écartées des luttes «*principales*»<sup>23</sup>. Par conséquent, il existe une frontière entre les enjeux des TIC et ce que seraient les «*autres*» thèmes sur lesquels travaillent les organisations de femmes. La Société de l'information ne fait pas partie des préoccupations de ces organisations alors même que, comme on a pu l'entrevoir auparavant, elle sert de base de soutien à un système économique qui augmente les violences, la pauvreté, les écarts de richesse, les risques de destruction des biens communs... autant de sujets de mobilisation des mêmes organisations.

De plus, de ce qui a pu être notamment entendu en Afrique, ils existe une confusion entre les cibles des activités des organisations de femmes, qui sont essentiellement locales ou nationales, et les cibles des supports utilisant les TIC – que ce soit des sites Web, des listes de diffusion, des listes de discussion ou de campagnes SMS –, qui se trouvent partout dans le monde. Aussi peut-on constater qu'il existe peu d'*imaginaire* de comment recueillir des savoirs locaux de femmes qui demeurent *invisibles*, enfouis, non publics<sup>24</sup>. De la même manière, la priorité n'est pas à faire émerger des débats auprès de jeunes notamment sur les questions liés aux inégalités de genre. Autant de *matériel épistémologique* qui pourrait être diffusé à ceux qui ont accès au réseau, pour la plupart des hommes de classe moyenne en Afrique, et des hommes et des femmes au Nord. De fait, il existe une très faible conscience de la nécessaire diffusion de savoirs *non savants*, dans le but d'établir un équilibre démocratique global.

A ce stade, on peut affirmer que le manque de contrôle et de contenu par les organisations de femmes sur les TIC réduit efficacement les moyens de penser le monde et de le transformer (Stengers, 2002). De penser un développement et un modèle économique appropriés, avec une perspective de genre. De créer des modes de gouvernance de la cité adaptés, une protection des biens communs et un développement égalitaire, de façon concertée et participative, en inversant la relation entre dominé et dominant (Hafkin, 2006). Il exclut également la capacité à bouger, à créer, et à générer du mouvement, en adéquation avec les sujets de mobilisation de la société civile, que les effets de la crise économique mondiale n'a fait que précipiter depuis les dernières années.

<sup>22</sup> Plus globalement, selon Nancy Hafkin, experte du réseautage des femmes via les TIC en Afrique, « *les experts en genre des gouvernements ne connaissent pas le vocabulaire qui pourrait les aider à préparer des documents de politique générale sur Genre et TIC* ». (Hafkin, 2001)

<sup>23</sup> Ceci a été observé au travers des entretiens menés en Afrique du Sud et au Sénégal. On peut en extraire : « *C'est encore une couche très étroite de la population qui utilise les TIC comme moyen de communication. Aussi, ce n'est pas une priorité pour nous* ».

<sup>24</sup> Comme l'argumente l'historienne Michelle Perrot, par l'oralité et la création de leur Histoire, si les femmes se racontaient, elles négligeraient l'invisibilité qui leur est socialement et historiquement dévolue, transforment leur statut d'objet en sujet. (Duby, 1990-1991)

### 3.2.4. Où sont les véritables frontières?

Les frontières<sup>25</sup> tant nationales que de genre sont-elles largement reflétées dans le cyberspace, en Afrique comme ailleurs? Internet ou les télécommunications connaissent-elles, comme sur le terrain «réel», et en particulier parce qu'ils sont ancrés dans le secteur de l'information, des frontières nationales, de classe, de race et de sexe (Dines, 2002)? Afin de répondre à ces questions, il s'avère nécessaire d'étudier les approches des différents acteurs impliqués. De leur côté, les institutions mondiales qui visent la réduction de la fracture numérique de genre affichent une tendance qui privilégie l'amélioration de l'accès et les capacités plutôt que du contrôle et du contenu. De fait, cette politique investit plus dans les techniques que dans le politique. Elle révèle les enjeux politiques et économiques d'une transformation sociétale en profondeur, qui prend depuis une dizaine d'années le nom de Société de l'information, qui est genrée<sup>26</sup> et qui recherche davantage des consommateurs d'outils et de techniques plutôt que des producteurs de contenus<sup>27</sup>.

Pour leur part, la plupart des organisations de femmes ou féministes, tout en étant exclues de ce *processus accéléré*, semblent tolérer et creuser cette nouvelle frontière. Cet écart demanderait à être analysé afin d'évaluer en quoi et comment les mouvements et organisations en faveur de l'égalité hommes/femmes en Afrique peuvent le gérer, et, le cas échéant, ouvrir des espaces d'expression personnelle et de débats sur le genre avec des jeunes via les TIC afin d'influer sur les politiques, de développement comme de sortie de crise, localement comme régionalement.

## 4. Disjonction entre social et économique dans le nouveau contexte sud-africain

L'Afrique du Sud a été choisie pour sa situation géographique – elle est au *Sud* – et parce qu'elle incarne une forme de *déliquescence économique, formelle ou informelle*, après avoir connu une période post-coloniale<sup>28</sup> ascendante.

En effet, suite à la période d'union nationale entre le Parti national et l'ANC, Thabo Mbeki, alors vice-président, lance en 1996 une politique macro-économique appelée *Growth Employment and Redistribution* (GEAR) qui se fixe comme objectifs une croissance annuelle de 10% des exportations de produits manufacturés et une augmentation de 36% des échanges commerciaux avec l'Afrique. Cette politique résulte d'une convergence d'intérêts:

*«L'ANC, mise sous pression par des conseillers de l'ancien régime, par des économistes de la Banque mondiale et du FMI et des experts issus du monde des affaires, [...] remit en cause la priorité accordée aux dépenses sociales et, à la place, adopta une stratégie économique néolibérale d'exportation qui mettait l'accent sur l'économie de marché, la discipline fiscale et la consolidation de la confiance des milieux d'affaires, même si cela impliquait de faire des coupes afin d'être compétitifs dans l'économie globale»* (Murray, 1997, p. 3)

L'Afrique du Sud devient le pays le plus riche du continent africain, cumulant plus du quart des richesses du continent. Particulièrement pourvu en ressources naturelles (1<sup>er</sup> rang mondial pour le Platine, l'Or, le Vanadium, le Chrome, puis 2<sup>e</sup> pour le Titane, 3<sup>e</sup> pour le Manganèse, 5<sup>e</sup> pour les Diamants et l'Uranium<sup>29</sup>), il a vu son économie remonter après les vingt années de stagnation (de 1980 à 2000) qui ont accompagné la lutte contre l'apartheid et qui ont suivi son abolition, en 1991. Les immigrants des autres pays du continent y affluent, l'Etat sud-africain ne cachant d'ailleurs pas une politique d'expansionnisme continental.

<sup>25</sup> Le terme « frontière » est ici utilisé pour caractériser toutes lignes de séparation qui permettent de cartographier un territoire, et notamment ici la Société de l'information.

<sup>26</sup> Cette société connaît des rapports sociaux de sexe différenciés, générant des inégalités hommes/femmes.

<sup>27</sup> Pour enquêter sur les principaux enjeux de la Société de l'information avec une perspective de genre voir (Primo, 2003)

<sup>28</sup> A caractériser.

<sup>29</sup> Ambassade française d'Afrique du Sud, 2000

Il se situe au 20<sup>e</sup> rang des pays les plus riches de la planète avec un revenu total de 600 milliards de dollars en 2006 (à titre de comparaison, le revenu des Etats-Unis s'évalue à 13020 milliards de \$, la Chine à 9980, le Japon à 4170 et la France à 1930)<sup>30</sup>. Mais, selon Jean-Pierre Cling

«L'Afrique du Sud s'est engagée depuis 1996 dans un vaste programme de réformes économiques d'inspiration libérale visant à restaurer la confiance des investisseurs, notamment par l'accélération des privatisations ou la réduction de la fiscalité. Si une stabilisation macro-économique a pu être atteinte, le bilan s'avère mitigé et suscite toujours des interrogations quant aux modalités d'insertion de l'Afrique du Sud dans l'économie mondialisée» (Cling, 1999)

Aussi, le pays est touché de plein fouet par la crise économique mondiale, ce qui a augmenté les poches de pauvreté et a freiné les réformes, notamment agraires. Autant souligner que si les politiques de coopération vont à la baisse, ce qui est le cas en période de crise financière, les aides affectées suivent le mouvement descendant.

Rappelons également que l'Afrique du Sud post-apartheid n'a pas de salaire moyen, que les Noirs gagnent en moyenne trois fois moins que les Blancs et que le salaire moyen sud-africain oscille de 300 à 2000 rands<sup>31</sup> pour les femmes et 390 à 2200 pour les hommes, selon les secteurs d'activités, les plus bas salaires étant dans les zones rurales (Daniel, 2003-2004). En effet, les femmes sont 20% fois plus au chômage ou 20% moins payées que les hommes<sup>32</sup>.

La connexion Internet peut alors représenter d'un mois de salaire féminin à un sixième et le plus petit forfait de téléphonie mobile, d'un trentième à un deux-centième. Le coût de la connexion Internet est donc très élevé contrairement à la téléphonie mobile<sup>33</sup>.

Ce pays est également caractérisé par l'extrême *politisation* des débats qui le traverse, même si la tendance est désormais davantage à l'institutionnalisation des mouvements, ce qui impose une logique discursive plutôt que de changement effectif. Cette dialectique latente n'épargne pas les mouvements de femmes, qui sont déchirés entre adhésion/soutien au parti au pouvoir et marginalisation, division de classe, de race et/ou de sexe, d'autant que la période post-apartheid se caractérise par un engagement *ouvert* vers l'*institutionnalisation du genre* (Bastian, 2003). Cette démarche a eu lieu afin de répondre à une *obligation* formelle d'équité sociale. Elle impose davantage une dialectique des *droits* (des femmes) inhibant celle de leurs *luttés*. De fait, les femmes sont d'emblée placées au rang de victimes, ayant besoin d'assistance, parce que plus infectées par le virus du sida par exemple, plutôt que d'être acteurs de changement ou porteurs de questions, notamment concernant cette inflation de contamination hétérosexuelle. Et, le fait que l'Afrique du Sud occupe la treizième position mondiale en ce qui concerne le nombre de femmes à des postes politiques, avec 32,8% de femmes parlementaires<sup>34</sup>, n'enlève rien à cette situation.

#### 4.1. Une vision politique radicale liée à l'héritage ségrégationniste très présent

D'après l'étude de terrain menée sur place, les représentants des organisations de femmes comme celles qui travaillent dans l'accès aux soins (anti-rétroviraux pour le VIH) ou l'accès à la

<sup>30</sup> L'Actualité.com, 16 avril 2008 - [http://www.lactualite.com/economie/article.jsp?content=20071023\\_144540\\_4972](http://www.lactualite.com/economie/article.jsp?content=20071023_144540_4972)

<sup>31</sup> 1 rand = 80 centimes d'euro.

<sup>32</sup> Source : statistiques nationales.

<sup>33</sup> Rappelons que, dans le prolongement des programmes du NEPAD et de l'ITU (Assessment of telecommunication and ICT infrastructure in Africa - Symposium on African ICT roadmap to achieve NEPAD objectives - Arusha, Tanzania, 1-3 avril 2003, ITU (2003) - [http://www.itu.int/ITU-D/afr/events/arusha-ITU-NEPAD/Documents/doc7\(elotu-english\).pdf](http://www.itu.int/ITU-D/afr/events/arusha-ITU-NEPAD/Documents/doc7(elotu-english).pdf)), l'Afrique du Sud est le pays africain qui connaît le plus haut niveau d'infrastructure en télécommunications, l'industrie de l'Internet en Afrique du Sud étant classée, selon l'Unesco, au 18e rang mondial en 1998. Selon le magazine en ligne southafrica.info, « Grâce à un réseau numérique à 99 % qui inclut les dernières technologies en matière de ligne fixe, sans fil et satellite, le pays possède le réseau de télécommunications le mieux développé d'Afrique » (Les télécommunications de l'Afrique du Sud, SouthAfrica.info (septembre 2008).

<http://www.southafrica.info/overview/francais/telecommunications.htm>,

<sup>34</sup> *The Participation of Women and Men in Decision-Making: The Parliamentary Dimension*, UN, 24 to 27 October 2005 - <http://www.un.org/womenwatch/daw/egm/eql-men/docs/BP.2%20Background%20Paper%20IPU.pdf>

terre, établissent des passerelles qui semblent intéressantes à mettre en exergue : politique et pouvoir, politique et démocratie, politique et violences, politique et paix, les inégalités de genre restant une *plateforme commune*, c'est-à-dire introduite à tous les niveaux.

Sur la question du pouvoir, le seul homme interrogé situe les dirigeants au pouvoir en victimes et la population en ignorante, recyclant implicitement le discours des anciens colons qui considéraient les autochtones comme des «*barbares*» à civiliser<sup>35</sup>. Comme s'il existait une contradiction, voire un paradoxe, entre une *fierté nationale noire*, motrice de tout le mouvement anti-apartheid et vertébrante de l'actuelle démocratie, et la *tolérance* ou l'*adoption* d'une position de *mineur*, considérée comme héritée du colonialisme, en matière d'exercice du pouvoir. Position qui permet aux dirigeants d'expliquer sinon de justifier la situation socio-économique et politique difficile du pays, elle-même engluée dans un contexte de crise mondiale.

Cette contradiction, qui n'est pas la seule à caractériser la situation politique sud-africaine, comme on le verra plus loin, permettrait un *jeu de balancier* récurrent entre *force* – y compris celle de gouverner – et *faiblesse* – incluant le faible niveau général d'éducation. Ce jeu se retrouvera dans les politiques mises en œuvre en matière de genre notamment qui autorise à la fois un *discours législatif sophistiqué* autant qu'un *discours populaire*. Il permet aux dirigeants politiques un *équilibre*, qui assoie une forme de stabilité, difficilement *matérialisable* dans la *réalité*, mais facilement *recyclable* dans le discours.

Concernant le niveau de violences que connaît le pays beaucoup s'accorde à dire qu'il fait partie de l'héritage ségrégationniste (Brogden, 1999), la violence incarnant une forme de *socialisation* (Bolliet, 2002), en particulier pour les Noirs<sup>36</sup>. La violence serait devenue le seul mode de communication interpersonnelle (De Coster, 2006). Elle continue à être *reconnue* comme seul point de repère social (Kynoch 2006) et de constituer le seul moyen de résoudre des conflits entre les personnes. L'apprentissage de la pacification n'aurait pas encore commencé, d'autant que l'égalité des richesses n'est pas encore au rendez-vous et qu'elle est de fait *retardée* par la situation de crise globale.

#### 4.2. Un pays autant divisé qu'hégémonique

De plus, la montée du nationalisme et du traditionalisme (Lawuyi, 1998, 83-95 et Decoteau, 2008), fortement encouragée par le nouveau président Jacob Zuma<sup>37</sup>, ne fait qu'accentuer une tolérance largement développée dans le pays de considérer l'Afrique du Sud comme plaque tournante de l'Afrique, voire comme *leader*. La majorité des Sud-Africains contemporains semblent être assurés d'être *supérieurs*, ou *en avance* par rapport aux autres Africains, *porteurs d'une culture propre, noire*, à dispenser largement. Ce positionnement fait miroir avec l'idéologie des anciens *opresseurs*, qui reste à creuser, surtout en relation avec sa représentation violente quotidienne et exacerbée.

Par ailleurs, le pays est, depuis les élections d'avril 2009, divisé. Les Sud-Africains les plus *politisés*, c'est-à-dire engagés dans des mouvements sociaux ou dans le milieu associatif, forment deux camps distincts : ceux qui remettent la légitimité de l'ANC et de ses représentants au pouvoir en question et qui démontrent un *pessimisme* certain, et ceux qui souhaitent les installer plus fermement et demandent du renfort.

Par le seul prisme de la lecture des entretiens menés, il est possible d'affirmer que, 15 ans de démocratie n'ont pas suffi pour faire face à la déferlante de la crise mondiale, voire ont affaibli son assise, ce qu'il n'était pas possible de mesurer, il y a encore 5 ans.

<sup>35</sup> « Le peuple boer se forge en tant que nation distincte, ayant désormais une mission divine à remplir qui consiste à apporter les lumières de la civilisation dans les ténèbres de l'Afrique », (Coquerel, 1996)

<sup>36</sup> Voir plus bas concernant la notion de liberté de circulation circonscrite au non-accès aux transports publics, qui est un facteur d'exclusion des Noirs des townships.

<sup>37</sup> Jacob Zuma se définit comme un « *tribun zoulou* », fortement attaché à sa province d'origine, le KwaZulu-Natal, et revendique des conceptions très traditionnelles comme le test de virginité ou la polygamie. Source Afrik.com, 19 décembre 2007 - <http://www.afrik.com/article13205.html>

L'ensemble des organisations interrogées en installant directement les relations Nord/Sud dans la sphère économique et en liant mondialisation et développement de façon implicite, comme allant de soi, prennent d'emblée pour acquis que l'apartheid rimait avec commerce, même si des frontières existaient. Parmi eux certains le font de façon très explicite et affirmée et remettent en cause les accords de commerce internationaux. D'autres se solidarisent et s'agglomèrent de fait avec les dirigeants du pays en regrettant une position «*encore trop faible*» du pays par rapport à ceux du Nord. Cette prise de position s'installe en totale contradiction avec les opinions exprimées à propos de la politique intérieure, le plus souvent critiques. Elle présage un besoin de *faire corps* pour mieux affronter «*l'extérieur*» et mieux assumer une position *hégémonique* africaine (McFadden, 2005, 1-18).

De la même manière, le terme «*capitalisme*» est privilégié à celui de «*néo-libéralisme*», alors que ce dernier a amplement été utilisé dans le cadre de la politique intérieure du pays. Comme si le capitalisme s'appliquait aux autres pays et le néo-libéralisme à la seule Afrique du Sud. Cette différenciation est-elle à mettre au crédit d'une conscientisation économique aiguisée – qui sait faire la différence entre les deux modèles économiques – ou au débit d'une *déconnexion* ou d'un *isolement* continental et planétaire, dus à un sentiment global de *repli sur soi collectif*, de nécessaire position *défensive*, hérités eux aussi de la ségrégation? Quel est alors l'impact de la crise mondiale sur cette mise à l'écart historique? L'aggrave-t-elle ou, au contraire, ouvre-t-il des pistes de *rapprochement*, sinon avec le continent, au moins avec les pays voisins?

#### 4.3. Contexte de la Société de l'information en Afrique du Sud

Le contexte de la crise mondiale ne fait qu'aggraver le constat général que les obstacles à surmonter pour organiser des actions en direction des femmes et dans le secteur de l'information font divergence ou témoignent de profondes connaissances de la société sud-africaine. D'un côté, ils s'avèrent en effet assez *classiques*, dans le sens où le premier énoncé de ces obstacles pourrait s'appliquer à une très grande partie des pays du monde – la pauvreté, l'illettrisme, le manque de moyens –, mais de l'autre, ils révèlent un *particularisme*, ancré dans la *réalité violente*, historiquement et structurellement méconnue du reste du monde.

#### 4.4. Les organisations et la communication

D'une façon générale, les supports Internet mis en avant convergent irrémédiablement vers le site Web, au détriment d'autres formes comme les blog, wiki, chat, liste de diffusion... Cette précipitation dénote deux caractéristiques : le Web est mis en avant car plus utilisé comme *vitrine* ou comme outil de communication externe ce qui correspond davantage à l'idée que les organisations se font de la pertinence des usages Internet et elles n'ont pas de connaissance d'autres supports possibles. Cette vision sert essentiellement une démarche *marketing* en direction des bailleurs de fonds au Nord. En période de crise économique, nous verrons qu'elle va générer des obstacles qui n'ont en soi pas de solution, puisque ancrés dans une relation de *dépendance* avec ceux qui décident de l'affection de l'aide. La crise s'amplifiant, les fonds baisse et les politiques qui l'accompagnent se modifient. Les organisations se retrouvent donc en situation de *soumission* aux dégâts que provoque la crise sur leurs bailleurs. Toutefois la téléphonie mobile est mentionnée comme plus accessible, ce qui rend compte d'une bonne appréhension de la réalité sud-africaine (un Internet cher).

Il semblerait néanmoins qu'il n'y ait alors pas d'*imaginaire* de prise de parole, de diffusion des idées comme moyens de lutte ou de résistance, ou de façon très fragmentée et parcellaire, ni du côté des militants ni de celui de la population qui «*attend, seule, que le gouvernement fasse quelque chose, ce qui n'arrive pas*». Comme si une chape sociale écrasait les différents acteurs, les obligeant à prioriser leurs initiatives, notamment contre la pauvreté, les violences...

Même si certains pensent que les TIC représentent une solution pour partager des pratiques ou points de vue, elles s'arrêtent immédiatement aux frontières, essentiellement financières, de l'accès et des moyens de les surmonter – de lutter contre la «*fracture numérique*», en utilisant par

exemple des logiciels libres. Elles s'ancrent également très clairement aux frontières nationales. La communication avec l'extérieur n'est jamais mentionnée, ce qui corrobore le *sentiment* d'isolement développé plus haut. Peu imaginent des modes de reconditionnement multiples de l'information, depuis sa source jusqu'à ses cibles, dans un sens comme dans un autre, où qu'elles soient. Un texto émis par une femme rurale parlant Khosan sur son expulsion, peut être diffusé oralement, de bouche à oreille ou par la radio, dite communautaire, voire par la télé communautaire. Un article écrit en anglais par une Ougandaise sur la création de coopératives agricoles, peut être lu, traduit, enregistré, reformaté. Un récit de femme noire urbaine des townships, sur son épuisement à prendre en charge la recrudescence de la violence quotidienne, peut être enregistré, pris en note, puis mis en ligne...

Une espèce de situation figée où la place de la *résistance* ne se situe pas au cœur de la communication et des usages qui peuvent être créés mais plutôt en réponse à l'urgence, sur le *terrain*. On commence, à ce niveau, à déceler une *dichotomie achevée* entre réalité et discours liés à la gestion de la vie quotidienne et *transmission* de ces réalités et discours. La crise augmente les situations d'urgence certes. Mais, l'urgence ne servirait pas, ne pourrait pas faire *dynamique* de pratiques, de points de vue, de luttes et encore moins d'échanges. *Per se*. Inversement, la communication est exclue de l'urgence.

En situation de crise mondiale, où même la Banque mondiale considère que les plus grands experts de la pauvreté par exemple sont les pauvres eux-mêmes<sup>38</sup>, cette approche s'avère totalement contre-productive, au Nord comme au Sud.

#### 4.4.1. Une transformation sociétale inconnue : celle de l'information

Il existe globalement un magma informe qui englobe accès au réseau, capacités de l'utiliser, contrôle de ce réseau et messages (contenus) à y diffuser, sans conscience de la nécessité de déconstruire ces différentes strates des TIC. De fait, un *compromis* s'est installé dans une vision des technologies comme *outils* (techniques) ou comme *média* (support d'informations) plutôt que comme *stratégies* (politiques), ce qui explique en partie la primauté des obstacles énoncés.

La majorité des personnes interrogées ne semble pas informée et donc consciente de la transformation sociétale en cours, celle portée par la Société de l'information (Curien, 2004 et Neveu, 2006). Elle l'est donc encore moins des facteurs de transformation, néfaste ou positifs, qu'elle implique. Par exemple, personne ne mentionne l'accélération des transactions financières, principale cause de la crise du même nom, quelques-uns parlent des risques de la cybercriminalité, comme la pédophilie, le tout via Internet, beaucoup parlent de moyens nouveaux de travailler en réseau sans pour autant exprimer la façon de les mettre en œuvre.

#### 4.4.2. L'information vue comme un secteur ordinaire

La grosse majorité des militants interrogés confond le *domaine* de l'information et la *société* de l'information. À aucun moment, ils n'ont de vision globale du sujet abordé. Ils parlent davantage des structures, des messages véhiculés que du *système* développé par ces technologies. Système qui connaît des impacts tant en termes économiques<sup>39</sup> (les infrastructures notamment, qui les possèdent ?), politiques (Thompson, 2002) (qui décident de quelles informations sont diffusées et par quel canal et pour qui, la question du pouvoir), sociaux<sup>40</sup> (l'écart des richesses s'est creusé notamment par l'accélération des transactions, tant financières – développement exponentiel de la

<sup>38</sup> D'après une note rédigée par Joan Okune, étudiante en Master développement et droits humains, un chercheur du programme de la Banque mondiale appelé « Voix des pauvres » considère que les économistes de la Banque mondiale ont depuis de nombreuses années écrit sur la pauvreté et élaboré des stratégies pour la réduction de la pauvreté. Mais ce nouveau programme basé sur l'utilisation de récits oraux s'est avéré une activité pionnière qui remet en question les connaissances des experts en matière de pauvreté. Il a davantage cherché à obtenir le point de vue des pauvres, désormais considérés comme les réels experts de la pauvreté.

<sup>39</sup> Voir notamment à ce sujet, *ICT and economic growth: evidence from OECD countries, industries and firms*, OECD 2003

<sup>40</sup> Voir *Measuring the impacts of ict using official statistics*, OECD 2008

spéculation boursière – qu’institutionnelles entre Etats, institutions financières internationales..., qu’entre trafiquants de tout poil, et notamment les proxénètes ou les pornographes), culturels (Loveless, 2001) (la majorité des contenus sont en anglais et proviennent du Nord) et de genre<sup>41</sup> (les TIC creusent les inégalités), tous *dégâts collatéraux* qui continuent pourtant à être exprimés concernant la situation politique, économique, informationnelle et sociale de la société sud-africaine, mais qui ne sont absolument pas mis en perspective. Comme si par exemple le développement des infrastructures de TIC n’avait pas d’incidence sur l’augmentation de la pauvreté, alors que ce secteur économique occupe à lui seul le 2<sup>e</sup> rang mondial en termes de profit (Castillo, 2001). Il y a donc bien transfert de richesses, accéléré de surcroît, mais son incidence sur la *vraie vie* n’est vue qu’en termes d’outillage, accessible ou non, et non de stratégie économique délibérée ou non régulée des organisations internationales et du secteur privé.

#### 4.5. Pratiques Internet des organisations

Globalement la majorité des organisations étudiées lie l’estimation des sites Web à leur *forme* et au *comment* elles l’utilisent ou pas. De fait les sites Web sont présentés, même si ce n’est pas dit en ces termes, comme des sites-*vitrine* dans les sens où ils ne servent pas à mobiliser ou à prendre part au débat politique, local ou global, mais à présenter l’organisation, ses initiatives et ses productions, avec un « accès facile » et rapide. Ce sont des *plaquettes électroniques* consultables à distance, partout dans le monde. À ce titre, ce sont de purs outils de communication institutionnelle externe en direction des bailleurs de fonds, très largement localisés au Nord, et en particulier aux Etats-Unis et en Europe du Nord et éventuellement, mais rarement, vers des homologues ailleurs dans le monde qui pourraient lire, mais non produire en retour, les « informations traduites qui sont diffusées » sur le site. Sans pour autant que cela soit explicitement dit, ils ne s’adressent pas aux bénéficiaires des actions de l’organisation et ne relaient pas davantage les informations que ces bénéficiaires pourraient avoir à transmettre, les contenus étant toujours liés à l’organisation (ses activités, son « histoire », ses productions de recherche, prises de position...) et non à ses cibles.

##### 4.5.1. Un discours marketing à sens unique

Ils sont conçus *unisens* (à sens unique) c’est-à-dire de l’émetteur au récepteur, dont il est attendu soit du financement soit l’expression de formes d’intérêt ou de solidarité. En aucun cas, ils n’ont été pensés comme plateforme de débat, ou carrefour d’échanges, sur les thèmes traités et travaillés par les organisations, autant d’espaces multimédias, hypertextes et interactifs (ce qui caractérise l’Internet relativement aux autres supports médias), termes parfois mentionnés (interactif et multimédia) non pour décrire une stratégie de communication mais pour faire valoir la *qualité* du site. Le discours reste à cet égard très *marketing*. Il emprunte une rhétorique commerciale. Certains *font l’article*: « vous pouvez télécharger des documents, vous pouvez télécharger des textes législatifs de référence, vous pouvez télécharger des émissions de radio qu’on a faites, il y a une galerie photo, il y a un chatroom [espace de bavardage en direct], il y a un forum qui est très interactif... et un nombre important d’articles et de contenus... »

Pour les sites Web plus dédiés à l’échange d’informations, ils n’ont pas davantage prétention à l’échange de pratiques, d’expériences, voire de confrontation pour créer débat ou changement.

---

<sup>41</sup> Voir GURUMURTHY Anita (ed.), *Gender in the Information Society: Emerging Issues*, UNDP (2006), HAFKIN Nancy and TAGGART Nancy, *Gender, Information Technology and Developing Countries*, AED LearnLink (2001), PRIMO Natasha, *Gender issues in the Information Society*, UNESCO (2003) et RATHGEBER Eva, Adera Edith, *L’inégalité des sexes et la révolution de l’information en Afrique*, CRDI (2002)

#### 4.5.2. Le décalage des organisations sans support Internet : vers plus de réflexion sur les usages

A ce propos, les organisations qui n'ont pas de site, envisagent d'avoir un site Web à court terme mais expriment leur résistance vis-à-vis du support, compte-tenu de la difficulté nationale d'accès à Internet. Une des organisations qui souhaite s'adresser à ses bénéficiaires, dont elle sait qu'ils n'ont pas accès à Internet, dit privilégier une «lettre communautaire [...] en langue locale, distribuée dans chaque zone et la radio communautaire». Elle ajoute qu'ils pensent sérieusement à utiliser le téléphone portable, en adressant des messages hebdomadaires de mobilisation sur les droits ou des «petites histoires». Elle utilisera donc Internet davantage pour échanger avec ceux qui ont accès, sur les campagnes et études, et pour développer une «stratégie duale». Elle différencie donc clairement deux types de cible, différents types de supports de messages selon les cibles et y intègre une approche stratégique.

Ce décalage de vision entre organisations qui ont un site Web et qui n'en ont pas est très parlant. Il confirme à la fois le type d'organisation (de membres ou pas), leur ciblage (les personnes directement concernées par les activités de l'organisation ou des partenaires financiers ou thématiques au Nord) et leur positionnement politique. Il démontre également la récente approche de l'Internet, qui vise le développement des réseaux sociaux (Cardon, 2007, 147-164), ou communication citoyenne (Alai, 1999), au détriment de la communication institutionnelle. Celles qui n'ont pas de site Web, en ayant fait le choix de ne se précipiter, notamment lors de la «vague de la toile» au début des années 2000, ont donc bénéficié de la réflexion en cours dans les milieux et mouvements qui travaillent sur les questions de la Société de l'information.

#### 4.6. Des bailleurs de fonds philanthropiques versus économie autonome

De fait, il existe un lien entre recherche de financement pour le site et compétences en technologies, comme par évidence. Comme si, à partir du moment où il s'agit d'un outil électronique, toutes les compétences se transfèrent dans le domaine de l'informatique. En aucun cas dans celui des médias, ou de la gestion. Ce qui paraît assez anachronique. Au fond, tout ce qui a trait à la Société de l'information formerait un domaine à part, à tous les niveaux.

Ensuite peu d'organisations se posent la question de pourquoi les bailleurs de fonds soutiennent ou non les droits des femmes et le genre, ou les LGBT<sup>42</sup>, et en particulier en Afrique du Sud, «qui vient de tomber dans l'ère démocratique», comme si la question ne se posait pas, comme si c'était normal. Aucune autre considération que la philanthropie ou le soutien n'est interrogée, comme par exemple les intérêts financiers ou économiques, incluant l'identification d'une main d'œuvre féminine locale, ou sociaux, dans le sens où ils chercheraient la paix sociale assurée par les femmes, surtout en période de crise, ou même politiques, par la prise de pouls à la base de situations plus globales dans le pays ou l'investissement dans un pays qui occupe une position hégémonique et détient un rayon d'influence possible sur le continent africain.

Les sites Web de ces organisations se trouvent donc aujourd'hui en danger. En effet, tous les organismes de coopération et les bailleurs de fonds, voyant leur effort d'aide à la baisse compte-tenu de la crise mondiale qui les touche directement, sont obligés de faire des choix plus resserrés concernant les programmes qu'ils souhaitent désormais soutenir. Globalement la priorité est au changement climatique, et aux infrastructures pour y faire face, à la crise énergétique, à la lutte contre la pauvreté... autant de sujets liés à la priorisation accordée par ces mêmes organismes à la situation d'urgence, au détriment de thèmes qui commençaient à se faire une place, notamment dans la recherche, comme les analyses de genre, ou les définitions de nouvelles citoyenneté et démocratie.

De plus, comme très peu d'organisations ne fait la différence entre bailleurs institutionnels, comme les Etats ou les agences des grandes organisations internationales, et les bailleurs privés, comme les fondations des entreprises, les mécènes, ou les organisations spécialisées/thématiques

---

<sup>42</sup> Lesbian, Gay, Bisexual and Transexual.

qui rassemblent de multiples sources de fonds, la recherche de soutien financier s'avère encore plus difficile.

Dans tous les cas, très peu d'organisations mentionnent l'idée de créer leur propre économie, c'est-à-dire les moyens de leur indépendance en créant d'autres sources de revenus. De fait, les organisations ne semblent atteintes par la crise que du point de vue de la baisse de leurs financements. Elles se situent en victimes. Elles se soustraient de l'environnement économique global et leur application dans les TIC ne fait que traduire cette position.

## 5. Nouvelles pistes d'expertise

Comme cela vient d'être exposé, la majorité des organisations interrogées ne sait pas faire la différence entre communication, information et média, ni les définir. Il n'existe donc pas de projection sur ce que pourrait être un média féministe, ou dédié au genre, ou à la lutte pour les droits des femmes, voire plus généralement pour les droits humains, et encore moins une communication et une information adaptées, dans un contexte global de crise économique. Le terrain est donc complètement vierge.

### 5.1. Innover par le récit personnel oral

Pourtant, il existe des poches d'innovation qui partent du constat que toute diffusion de contenus par des populations de « la base », et en particulier des femmes, peut, voire sert à, engendrer des pistes de réflexion sinon d'action visant un nouveau paradigme de développement et de nouveaux modes de relations de pouvoir. Cette tendance se confirme largement avec la précipitation de la crise qui accélère la recherche de solutions.

L'exemple des Digital Storytellings, ou encore récits oraux digitaux, depuis une dizaine d'années et plus particulièrement depuis les deux dernières années, investi par de nombreuses organisations de la société civile ou institutionnelles, demande à être observé de plus près. Ces initiatives consistent toutes à donner la parole à des populations, considérées comme « marginalisées » pour qu'elles témoignent, individuellement et « avec leurs mots » de leurs conditions de vie quotidienne. L'objectif majeur est de propulser ces « histoires personnelles », ancrées dans le privé sur la scène publique tout en confiant à leurs narrateurs les rênes du mécanisme, en en prenant le contrôle, notamment en décidant de leur diffusion ou non. Les narrateurs restent donc propriétaires de leur histoire, et décident du ton, du style et des modalités du récit.

Ces récits investissent le champ de l'interprétation du présent et de la réalité par le témoignage oral « libre », « vivant » et « émouvant »<sup>43</sup>, de préférence devant une caméra. Il s'agit de scénariser des histoires individuelles. Suivant l'angle sous lequel ils sont abordés, ils présentent quelques lignes de perspective à analyser, évaluer et à capitaliser à long terme.

Pour certaines organisations, institutionnelles ou de la société civile, les Digital Storytellings assoient des méthodologies d'enquête participatives et fiables sur les principaux enjeux sociaux comme la prévalence du sida, les violences sexuelles, l'homophobie, les conflits ou le handicap, voire l'analyse genrée desdits enjeux. Certaines, comme le réseau sud-africain Women's Net ou le programme femmes de l'Association for progressive communication, visent directement la création de contenus sur « les luttes, les victoires, les défis pour les femmes sud-africaines », le renforcement des capacités des femmes et de leurs organisations en matière de TIC en vue de leur mise en réseau, pour plus de « solidarité entre groupe apparemment disparates »<sup>44</sup>, et dans un environnement plus « sécurisé et solidaire ».

D'autres expriment plus nettement la volonté que ces récits servent de tremplin à l'expression de voix, socialement enfouies, nourrissent des dynamiques de réappropriation personnelle visant

<sup>43</sup> L'ONG Panos, spécialisée dans « l'appui au pluralisme médiatique » définit ces récits comme « personnels, subjectifs, partiels, sélectifs et assortis d'anecdotes ».

<sup>44</sup> D'après un entretien réalisé fin août 2009 avec la directrice de Women's Net, basé à Johannesburg et la responsable de l'aile africaine de APC-WNSP.

le changement social et alimentent des stratégies de renversement des rapports de force sociaux<sup>45</sup>.

## 5.2. Des méthodologies...

Les premières visent une application du haut vers le bas, sans réelle concertation avec les narrateurs, basées sur une gestion axée sur les résultats, présentés comme des vidéos, des récits oraux à la première personne, face caméra, la plupart sur des sites Web ou sur des DVDROMs. Elles s'adressent d'ailleurs à un public de professionnels «du témoignage», comme les journalistes, et en particulier dans les radios et télévisions, des organismes de formation, des professionnels de la documentation, des bibliothécaires, des médiateurs, des traducteurs, des militants de l'information, autant de partenaires des programmes dans lesquels elles s'inscrivent.

Au niveau opérationnel, elles passent par des formations, très axées sur l'apprentissage technique des moyens de publication multimédia (logiciels d'édition vidéo, audio et image fixe) sur l'Internet ou sur supports numériques, pour lesquels une sélection basée sur la rédaction d'un script est effectuée<sup>46</sup>, ou des ateliers, pendant lesquels des «interviewers» recueillent la parole des populations visées et les retranscrivent<sup>47</sup>. Ces formations ou ateliers sont payants et le plus souvent intégrés dans des programmes existants, ayant déjà leur budget. Elles ne font donc pas l'objet de recherche de fonds spécifiques, ni de capitalisation propre et ne sont pas considérées comme majeures. Elles servent de formats d'accompagnement, d'appui, à des projets pré-établis.

Le plus souvent, elles sont donc désignées comme des «méthodologies», appuyées par de nombreux manuels, pour influencer les politiques de développement, ou sanitaires, notamment relatives au sida, ou de sécurité personnelle, des droits humains, en regard de l'extension exponentielle des violences dans le pays.

Globalement, ces récits oraux et la façon dont ils sont menés servent de faire-valoir des programmes, de leur bien fondé, en montrant, par le visuel, par l'image – à forte sémiologie –, qu'ils portent bien sur les populations.

Selon certains fervents défenseurs de ces méthodologies, plusieurs récits témoignent directement des questions de survie, de plus en plus d'actualité en période de crise. D'autres défient les perceptions galvaudées au sujet des hommes et de leur masculinité et offrent des exemples du rôle que les hommes et les femmes jouent pour faire face aux inégalités de genre ou tout autre forme d'injustice. Aussi, certains protagonistes évoquent la concurrence directe que ces récits instaurent vis-à-vis du «voyeurisme» des médias et des «stéréotypes» qu'ils véhiculent. D'autres considèrent qu'elles représentent un outil d'éducation des communautés locales, de formation des prestataires de services, un moyen d'influencer les décideurs et donc de plaider pour le changement social, d'évaluation de projet et de promotion de l'engagement civique<sup>48</sup>.

## 5.3. ... aux stratégies.

Pris sous un angle participatif et d'utilité publique, ces Digital Storytellings recouvrent davantage des stratégies qui visent à donner la parole à ceux, en l'occurrence celles<sup>49</sup>, desquelles le rôle social les soustrait. Stratégies qui ont alors pour résultat direct d'inverser les relations de pouvoir

<sup>45</sup> D'après une observation participante et des entretiens réalisés en 2002 avec deux organisations de terrain, l'une à Johannesburg sur la prise en charge des malades du sida, et l'autre dans la région du Western Cape sur la réappropriation des terres par les femmes.

<sup>46</sup> Ce qui implique que les candidats sont alphabétisés en Anglais, à l'écrit comme à l'oral. Dans l'exemple d'une des formations organisée conjointement par Women's Net et APC WNSP en 2007, 55 femmes ont postulé. Seules 12 ont été retenues, selon des critères géographiques, d'âge, d'organisation. Elles venaient de 10 pays : Afrique du Sud, Zimbabwe, Kenya, Malawi, Gambie, Mali, Ethiopie, Ouganda, Brésil et Canada.

<sup>47</sup> Ces modalités sont mises en œuvre notamment par PANOS qui considère que « la tâche [des interviewers] consiste à aider les narrateurs à réfléchir aux événements qu'ils relatent et à préciser leurs pensées ».

<sup>48</sup> D'après un entretien réalisé fin août 2009 avec une directrice de projet de l'initiative internationale Silence Speaks, menée par le Center for Digital Storytelling, basé à Berkeley en Californie, Etats-Unis.

<sup>49</sup> La majorité des narrateurs sont alors des femmes.

mais aussi de faire émerger des épistémologies, de la santé ou de la sécurité par exemple, débarrassées de leurs préjugés moraux traditionnels, mais aussi de classe, de race et de sexe.

En mettant les narratrices au cœur du processus d'élaboration de pensée, les Storytellings, et plus récemment les Digital Storytellings, peuvent transformer les rapports entre dominés et dominants, objets et sujets, désuniversaliser les concepts<sup>50</sup>. Elles introduisent une nouvelle logique d'expertise, qui repose moins sur la connaissance académique ou institutionnelle, là où se sacrilise le savant, que sur le vécu de la vie quotidienne, ce qui est socialement et culturellement considéré non savant. Les femmes, confrontées mais surtout actrices de la survie quotidienne, deviennent alors les réelles *expertes* du développement et en particulier de la crise économique mondiale. C'est sous cet angle, que cette expérimentation récente va être ici davantage étudiée.

### 5.3.1. Une pratique en résistance

Très concrètement, depuis moins d'une dizaine d'années, en Afrique du Sud, des récits de femmes, pour leur grande majorité, noires, séropositives et/ou pauvres, vivant dans les townships ou en milieu rural<sup>51</sup>, sont collectionnés par des organisations de femmes, selon une démarche initiale de revalorisation de mémoire. Ces récits créent savoirs en résistance, parce que rendus visibles et verbalisés dans un pays où les rapports sociaux de sexe sont institutionnalisés. Le pays possède en effet une constitution-modèle et revendique à dessein une reconnaissance politique et économique internationale, mais connaît également un écart de richesses interne des plus importants au monde<sup>52</sup>, couplé d'un environnement de violences sans égal et d'une prévalence du sida hors du commun, situations dont les femmes sont les premières victimes.

Aussi, dire en public sa vie quotidienne de femme, ou quelques-uns de ses éléments, en repoussant les limites de ce qui est invisible, enfoui, latent, peut proposer une autre grille de lecture sociale, une morale de l'invisible, rompant avec l'ensemble des codes qui régissent la société sud-africaine. Deux exemples vont ici être pris, dans l'ensemble des initiatives mises en œuvre sur le territoire, afin d'étayer la pertinence des Storytellings comme stratégies de changement social et d'interrogation de la crise économique mondiale. Deux organisations, Southern Cape Land Committee (SCLC) à Cape Town et dans toute la région du Western Cape, au sud du pays, et l'ONG ACCT (Aids Counselling Care and Training), à l'hôpital «Chris Hani Baragwanath Hospital» à Soweto, au sein de Johannesburg, la capitale économique, organisent des séances ouvertes de paroles de femmes, en plus de leurs activités propres. Ces rencontres ont lieu en plein air, ou en salle, réunissant chaque fois une dizaine de femmes, fidèles ou nouvelles, s'exprimant dans leur langue – il en existe onze officielles et dix ethnies (Bochimans, Hottentots, Ndebele, Sothos, Swazis, Tsongas, Tswanas, Vendas, Xhosa et Zoulous) – et parfois partageant l'Anglais. Leur durée est variable ainsi que leur fréquence, adaptée à la disponibilité des femmes qui parlent. Ces femmes, de milieu rural ou urbain, expriment au cours de différentes séances, discontinues, des épisodes de leur vie, avant et après l'apartheid.

La violence des propos est plus ou moins présente. « *On était déplacés tous les jours. Je ne savais pas où je serai demain avec mes enfants. Mon mari était déjà loin. Alors j'avais toujours un paquet prêt. Maintenant c'est pareil* ». « *Mon mari est en train de mourir. Je suis triste. Je ne veux pas continuer à vivre. [...] La semaine dernière j'ai arrêté de le voir à l'hôpital. Je n'ai plus envie. [...] J'ai rencontré un homme. Il me plaît. On se voit. Je l'aime bien. On a fait l'amour. Je n'ai pas été raconté ça à mon mari...* » « *Je viens ici pour exprimer toute ma colère contre le gouvernement, qui nous traite comme des chiens, des animaux. J'ai 26 ans et je veux avoir des enfants. Au*

<sup>50</sup> Selon la sociologue Gay Seidman, l'Afrique du Sud est à ce propos au centre d'un débat fondamental du féminisme sur l'*universalisme*, qui considère que l'égalité se réglera en même temps que la démocratie, par voie de conséquence. De plus, de nombreux militants anticolonialistes considéraient le féminisme comme une forme d'*impérialisme culturel*, sous-entendu importé du Nord, donc des colonisateurs.

<sup>51</sup> A ce jour, il n'existe pas d'étude précise sur l'émergence récente de ce phénomène de valorisation de mémoires de femmes sud-africaines. Les qualifications ici relatées sont extraites d'entretiens réalisés avec des associations de femmes locales qui travaillent principalement sur les questions de genre ou luttent sur le terrain pour les droits des femmes.

<sup>52</sup> Annual State of the World's cities report de UN-Habitat 2008-2009 - <http://www.unhabitat.org/pmss/>.

*moins trois. Je veux guérir. Je viens ici pour être soignée et remercier les compagnies privées qui me permettent d'avoir accès aux médicaments. Je les bénis ! Et que Mbeki et sa bande aillent au diable ! Qu'ils crèvent ! » « J'épargnais un Rand par semaine. A force, j'ai pu construire ma maison. Mais mes enfants cherchaient l'intimité. J'ai essayé de construire des toilettes à l'intérieur parce qu'on ne savait pas comment s'était. On ne connaissait pas. Je ne savais même pas que je pouvais y arriver. Mais, en achetant des trucs d'occasion, des fenêtres, des portes... et des amis, comme M. et R. sont venues m'aider à cimenter les portes... juste pour finir l'église qui a soutenu nos peines. » « Je suis vieille maintenant. Je parle pour que mes enfants se souviennent. J'ai envie qu'ils racontent à leur tour ».*

Dans chaque cas, des représentantes des organisations, une ou deux, bénévoles ou non, accompagnent la prise de parole, enregistrent quelquefois, traduisent souvent, intensifient le débit parfois, en interrogeant, en poussant la récitante dans ses derniers retranchements. Les entretiens sont encadrés ou libres, rarement individuels, sans questionnaire pré-établi, semi-directifs ou non directifs. Même si tout n'est pas retranscrit, les instantanés se multiplient et au final, forment un ensemble cohérent, qui prend forme, s'alimente pour construire un tout, qui prend parfois, à l'initiative des organisations, la forme de livres, collectifs ou personnels, d'enregistrements, qui sont soigneusement archivés dans leurs locaux, parfois diffusés en bibliothèque.

### 5.3.2. Révéler des savoirs

Le dispositif de recueil n'a en rien vocation à porter assistance, à victimiser la personne qui parle ou écrit, ou à la renvoyer à sa seule introspection. Il favorise davantage non seulement l'expression collective mais surtout l'élaboration d'un commun possible futur. En soi, il esquisse des stratégies de démocratie directe, permettant au témoin d'exprimer un point de vue sur l'environnement dans lequel elle vit, voire de l'analyser.

Par ailleurs, l'environnement économique et social joue ici un rôle prépondérant, le chômage, extrêmement important, et la maladie, le sida, particulièrement prévalent, créant un contexte de désœuvrement, en ville ou en milieu rural, particulièrement propice à une disponibilité, quasi constante. Cette disponibilité a pour conséquence directe de distordre le temps, celui-ci étant plus à perdre qu'à gagner. Ce système implique que les chômeuses ou les malades s'arrêtent là où elles se trouvent, au moment où elles s'y trouvent, sans vraiment savoir pourquoi. La notion de rendez-vous est ici peu présente. La convocation encore moins. Si bien que ce sont plus souvent les lieux ou le temps qui créent l'occasion du récit et non une opération concertée de collecte mémorielle.

On comprendra alors que ce n'est pas tant le processus méthodologique (de recueil ou de narration) qui fait savoir mais plutôt son non-cadrage académique. Comme le souligne le philosophe Michel Foucault, ce que les gens peuvent croire compte peu a contrario de «ce qu'ils font et la façon dont ils le font» (Foucault, 1980-1988).

### 5.3.3. Viser la subjectivisation

De manière générale, l'histoire parlée ou écrite d'une femme crée sa carte d'identité, qui fait qu'il est rendu possible de l'identifier, selon de multiples critères, générationnels, linguistiques, ethniques, culturels, parfois religieux, géographiques, mais aussi emblématiques, parmi son entourage. Comme le constate Tobie Nathan, ethnopsychiatre, cette identité particulière fabrique à elle-seule un savoir par son unicité, son acte de propriété (Nathan, 1998-1999) – la femme qui se raconte a un savoir qui lui appartient – sa non-conformité intrinsèque, mais aussi par sa potentielle transmission et donc son pouvoir de donner à penser, de se croiser avec d'autres, semblables ou totalement différentes. Aussi la connaissance personnelle crée un savoir collectif et non l'inverse.

Par ailleurs, en Afrique du Sud, ce n'est pas tant l'appartenance de sexe qui fait identité, particularité ou communauté, mais la combinaison de cette appartenance sexuelle biologique avec de nombreux items comme l'appartenance de classe, de race, de culture, d'ethnie, de genre... Chaque identité qui se dit, va ainsi à l'inverse de toute démarche allant à la recherche d'un identitarisme, d'un particularisme, d'un traditionalisme, ce vers quoi tend le nouveau Président Jacob Zuma.

Cette identité collective féminine va également à l'inverse de l'idée préconçue d'identité nationale, situation historique qui considère que l'égalité se réglera en même temps que la démocratie, compte sur les femmes, entendues comme mères de la nation, pour y parvenir, mais ne prend pas en compte de dimension sexuée de la citoyenneté, de son exercice et de la relation entre l'individu et l'Etat (Cohen, 1987). La rhétorique développée compare davantage les femmes entre elles, faisant glisser le débat vers des questions de classe, explicitement spécifiées, et de race, globalement forcloses mais implicitement présentes (les pauvres, les rurales, les banlieues...). Elle engage à être prise en compte dans la réflexion sur les pistes de sortie de crise, les Sud-Africaines privilégiant nettement ce qui est désormais appelé dans les mouvements féministes, l'intersectionnalité<sup>53</sup>.

Aussi, en ouvrant une brèche dans l'expression publique, les femmes qui se racontent interrogent cet exercice du pouvoir qui se veut universaliste et vertical, mettent en péril ce fief masculin, créant un savoir en résistance, non initié par le *haut*, à un mouvement de libération, aujourd'hui dirigé par des élites, noires (Waylen, 2004), qui revendiquent davantage un *savoir de dominants*.

Cette démarche pousse l'exercice de la démocratie dans ses derniers retranchements en valorisant de fait la libre expression et l'égalité des expressions, comme deux composantes vertébrantes d'une société à créer. Elle expurge le contrôle (qui barricade, légifère), et donc le pouvoir (qui s'en sert pour se maintenir).

#### 5.3.4. Créer une économie du savoir

Ensuite, loin de vouloir compléter les pièces d'un puzzle d'une mémoire nationale, comme celle de la Shoah ou des rescapés du génocide du Rwanda, il s'agit davantage de construire une économie de la transmission<sup>54</sup>, au sens où elle crée ses monnaies d'échange spécifiques – une langue, les histoires elles-mêmes – et ses capitaux propres – ces savoirs – et donc ses propres modes de répartition des richesses, par la mise en commun d'une mémoire collective féminine, qui plus est noire africaine, en opposition à la « blanche mâle occidentale », esquissée par le philosophe Gilles Deleuze (Deleuze, 1972).

Elle s'apparente davantage à une attitude d'appropriation/capitalisation d'une réalité, d'une situation prise sur le vif, de la vie réelle, en opposition à la vie institutionnelle, rationnelle, dispensée par la rhétorique étatique. Cette appropriation du *réel* passe donc par des modes, non théorisés – peut-on tenter des méthodes ? – qui forment eux aussi un savoir.

#### 5.3.5. Désuniversaliser la pensée

Cette approche va aussi à contresens d'un savoir mondialisé, qui a tendance à vouloir uniformiser la pensée, puisqu'elle s'accroche à chacune des identités personnelles, fortement empruntées de culture et de socialisation locale (langue, urbain/rural, riche/pauvre...). En emboîtant le pas des fondements des ethnosciences, la démarche de recueil de mémoires des Sud-Africaines ne cherche pas à adapter le savoir dominant à ses modes d'expression, mais travaille plutôt à créer ses propres valeurs. Comme le politologue Jean-François Bayart qui invite à « penser notre temps dans son incomplétude et dans sa fragilité » (Bayart, 2004), elle propose une autre lecture de la mondialisation. Par exemple, il ne s'agit pas de réécrire la lutte contre l'apartheid au travers d'un regard de femmes, mais plutôt de créer un regard de femmes, ayant vécu l'apartheid, et ayant donc accumulé un savoir spécifique, organisé par celles qui le recueillent, sur une société en transition.

De la même manière, il n'est pas question ici de relever les témoignages passifs des principales victimes de la crise économique mondiale, mais bien d'interroger celles qui sont les principales actrices de son dépassement, mettant chaque jour en œuvre des solutions économiques, au sens

<sup>53</sup> L'intersectionnalité est un paradigme récent, essentiellement développé dans les pays anglophones, qui qualifie un renouveau des approches théoriques et méthodologiques des « identités », de la « subjectivité » et de l'« expérience », des « possibilités d'action » et des « structures » d'inégalité sociale, quelles soient de race, de classe ou de sexe.

<sup>54</sup> A opposer aux théories de l'« économie du savoir », d'origine économiste libérale.

étymologique oikos nomos «administration d'un foyer», aux situations de pénurie sanitaire et alimentaire, de catastrophe, de conflits, de dégradations écologique, financière...

### 5.3.6. Renverser les tabous

Sur le seul plan des violences, en révélant leur intimité, l'intime, ces témoins-femmes passent outre toutes les institutions sociales et autres traditions locales, mises en place et revendiquées par le pouvoir sud-africain, qui conçoivent la sexualité comme un actif masculin, la sexualité féminine, inexistante, n'étant qu'au service du mâle. En coupant court à cette tendance, cette intimité révélée invente une forme de légitimité sociale, transgressant les modes traditionnels de communication, réservés et institués par une élite formée d'hommes à l'ensemble de la communauté. Elle établit une nouvelle langue qui permet de discourir, d'échanger, d'élaborer et de diffuser de la pensée à égalité et en coopération avec les hommes. On peut alors parler d'intime révélateur.

### 5.4. Confronter les deux savoirs

Dans un contexte pour le moins morbide, adossé à celui de violences, celles qui recueillent ces récits, pour la plupart des membres d'organisations, et qu'on peut qualifier d'interprètes deviennent une sorte de passeuses de mémoires. Elles s'investissent dans cette fabrique de savoirs parce qu'elles sont convaincues que c'est la seule chose qu'il reste à faire. Cette assertion pourrait sembler fataliste, mais elle vise au contraire le réalisme, et surtout la révélation du grand écart auquel se livre le gouvernement sud-africain, entre discours et réalité, législation et vie quotidienne.

Selon l'observation qui a pu être faite, ces militantes sont le plus souvent d'une classe sociale un peu plus élevée que celles qui parlent, parfois blanches, et sont engagées dans un processus de lutte pour une justice sociale, dépassant justement le seul clivage prolétariat/bourgeoisie, mais aussi de race, blanc/noir. La confrontation de ces deux savoirs, celui de celles qui parlent et celui de celles qui écoutent, engendre création de pensée et dynamique de transmission. En effet, le dispositif de la rencontre en lui-même est déterminant. Il est localisé, collectif, chronophage, et surtout libre.

Ces dispositifs permettent la baisse des défenses, l'identification des filtres sociaux, culturels, politiques qui nuisent à la visibilité de la réalité. Cette unité de lieu engage davantage ces femmes à se dévoiler. L'oratrice ne se présente pas. Ce n'est ni un passage obligé ni un pilier méthodologique, ce qui installe définitivement sa liberté d'expression. C'est elle qui choisit comment et en quoi elle divulgue son identité.

Durant toutes ces étapes, la recueillante fait sauter les frontières, en incitant les récitantes à fouiller leurs propres résistances personnelles. En cela, elles se mettent elles-mêmes en scène, se dénudant à leur tour, pour mieux gagner la confiance de celle qui se raconte. Elles sont tellement convaincues du bien fondé de leur entreprise qu'elles cherchent des résultats. Et cela n'échappe à personne. L'observante devient observée. Le centre de gravité de l'égalité se déplace. Il y a donc des jeux qui se mettent en place, bousculant la lenteur des unes et l'ardeur des autres. Cette négociation implicite permanente crée en soit un nouveau savoir. Au moins celui de l'agrégation des aptitudes à la perception, à défaut d'analyse, de l'autre. Sinon ce jeu d'interfaces instaure définitivement un espace de captation mutuelle de savoirs, qui à son tour crée un savoir.

## 6. Conclusion

Afin d'analyser la crise économique mondiale actuelle sous l'angle de l'usage concerté des TIC, il semble pertinent de poser l'hypothèse d'une triangulaire politique, économique et informationnelle, qui forme un tout, construit, qui ne s'exprime pas par la voie idéologique, c'est-à-dire des idées, d'une quelconque philosophie des connaissances, alors qu'elle en est le véhicule. De plus, la confrontation avec le concept féministe de genre permettrait d'obtenir des résultats pouvant alors dévoiler tant des vacuums, espaces négligés à «remplir», à réfléchir, à conceptualiser, que des analyses et pratiques non «affectées» à ce nouveau triptyque, mais existantes. Le simple fait d'« ancrer » les TIC et leurs usages dans cette tri-polarité, induite par la triangulaire précitée, deta-

che de la bipolarité homme/femme ou public/privé, sans pour autant l'occulter d'aucune façon, ce qui permet de s'inscrire dans une nouvelle logique d'analyse des contextes et pratiques.

En cela, l'Afrique du Sud représente un terrain naissant d'innovation sociale, économique et politique et des obstacles endogènes précis (qui peuvent s'élargir à toute l'Afrique):

- une méconnaissance générale des besoins des utilisateurs et acteurs en matière de communication et d'information,
- la difficile mobilisation des organisations de femmes sur la question des impacts de l'information et la communication, et en particulier de l'Internet, sur leurs vies,
- la mystification de l'outil, principalement pour les femmes isolées ou les moins jeunes,
- la tendance à la consommation d'outils plutôt qu'à la production de contenus,
- la multiplicité des langues locales et leur délicate gestion,
- l'accès difficile et/ou cher aux TIC,
- une télédensité forte mais à des coups des plus chers au monde, et un marché de la téléphonie mobile en expansion extrêmement rapide,
- des problèmes d'infrastructure et donc la faible possibilité de se rencontrer en présentiel,
- le manque de moyens financiers et leurs poids dans la réalisation.

Ces obstacles endogènes se traduisent facilement en *hypothèses* à travailler plus avant, hypothèses qui s'articulent en cinq blocs:

- les TIC véhiculent des inégalités, dépolitisent les enjeux de genre et réduisent les femmes à l'état de consommatrices,
- les mouvements de femmes ont une très faible conscience politique des impacts de la Société de l'information, en général et sur leurs propres actions,
- les financements et le contrôle qu'ils induisent jouent un rôle intrusif sur ceux qui pourrait être considérés a priori par les bailleurs de fonds comme des « *bénéficiaires en demande* », ce qu'ils ne sont pas uniquement,
- les organisations de terrain ou/et de recherche sur le genre et/ou sur les luttes des femmes et féministes opèrent une dichotomie politique entre *leurs* actions et la stratégie de communication de leurs résultats (objectifs, ciblage, usages, messages, supports, diffusion) et se limitent à une vision et à un rayonnement nationaux,
- des cadres existants restent à capitaliser afin d'envisager ces TICs comme d'éventuels moyens de transformation, sociale, économique, politique et pas seulement des outils et techniques.

A ce stade, il est important de vérifier si les organisations étudiées font face ou non à un front idéologique, de la part des organisations internationales, des bailleurs de fonds ou des entreprises privées, engagées dans la Société de l'information et globalement implantées au Nord, qui consisterait à les garder bien en dehors des frontières civilisationnelles, ou au moins au cœur de frontières de dépendance. Les créateurs, puis détenteurs et décideurs de cette nouvelle société cherchant à réorganiser une mondialisation économique qui se dérégule à leur insu, qui vit une crise profonde, chercheraient à garder un point d'avance sur des populations du Sud davantage considérées, par leurs dirigeants nationaux et parfois par elles-mêmes, comme des victimes à sauver ou à éduquer. Par ailleurs, il conviendrait de mesurer en quoi l'insitutionnalisation du genre qui a bien eu lieu dans le pays, oblitère ou non, une projection dynamique de mouvement, notamment par l'intermédiaire des TIC. Les femmes ou groupes de femmes concernés, incarneraient alors une ligne politique non franchie, celle de « rompre avec les évidences ».

D'ailleurs, la justification de supports d'information sur l'Internet peut être remise en question : en quoi les initiatives liées aux technologies de l'information et de la communication, et en particulier à l'Internet, dispensées en Afrique du Sud apportent-elles un réel changement? En quoi posent-elles les termes d'un débat sur la situation néo-coloniale, voire post-coloniale de l'Afrique du

Sud (McFadden, 2005)? En quoi développeraient-elles une réflexion au service de l'étude des inégalités de genre? En quoi interrogent-elles les rapports de domination, et en particulier permettent-elles à chaque genre d'identifier son rôle social et de le discuter? En quoi assurent-elles une autonomisation des femmes et de leurs organisations? En quoi questionnent-elles les dommages collatéraux de la crise économique mondiale, notamment via les TIC et leurs usages? Si les croisements n'existent pas, comment peuvent-ils être expliqués?

En première analyse, la nécessité d'un protocole de communication externe, c'est-à-dire la définition des modes de communication avec tous les interlocuteurs extérieurs aux organisations (homologues mais aussi partenaires, bailleurs de fonds...), semblerait s'imposer. En effet, on a pu observer des cloisonnements entre les différents acteurs eux-mêmes et ceux à qui ils s'adressent. Comme s'il existait une dichotomie occulte entre bénéficiaires des actions des organisations et bénéficiaires des informations que ces mêmes organisations veulent diffuser. Ces formes d'imperméabilité nuiraient à la transparence des actions des organisations dans leur ensemble et à leur bonne conduite au quotidien. La justification de ce protocole ou d'une charte permettrait de proposer quelques pistes quant aux dispositions à mettre en œuvre avant-même le lancement des expériences, prenant en compte d'emblée mixités sociale, ethnique, générationnelle et géopolitique et intégrant une analyse des cibles et de leurs usages à une échelle internationale, plutôt que nationale.

Ensuite, l'étude de ces terrains a révélé une problématique fondamentale liée à la place et au rôle actif des femmes dans la vie publique, dans l'animation de la démocratie, et la garantie de la paix sociale, partout dans le monde. Cette place incarne en elle-même un paradoxe. Des femmes assument chaque jour et différemment selon les régions, et en particulier en Afrique du Sud, la responsabilité du rôle de re-production au même titre que leur rôle de production (Guillaumin, 1977), plus encore en période de crise économique, et la plupart du temps dans l'ombre et au prix de nombre de discriminations. En sont-elles complices ou rebelles? Victimes ou actrices? Poser la nécessité de la mise en lumière de cette responsabilité, de leur mémoire, représente en soi un défi. Celui de démystifier une réalité, largement communiquée dans le sens d'un mythe du rattrapage notamment du Nord mais aussi du marché du travail, qui ne représente qu'une couche très mince de l'économie (Mies, 2001). Celui de voir émerger des savoirs ordinaires, non savants, ouvrant sur l'hybridation et donc le décloisonnement.

Aussi, créer des canaux spécifiques de diffusion d'informations et donc de transmission de la connaissance, inventer des dynamiques de génération de contenus, y compris à l'intérieur d'initiatives existantes relatives à l'appropriation citoyenne des TIC, elles-mêmes ancrées dans un système de domination masculine, procèderaient d'un désir ou d'une volonté de délier les paroles, de les multiplier, de les croiser, de transgresser les frontières, géopolitiques, sociales, économiques, culturelles et de genre. Cette démarche permettrait de voir émerger de nouvelles formes de transgression, de démocratie directe, et de désuniversaliser l'analyse des sociétés et des crises qui les traversent.

## References

- Alai (1999). *Ciudadanía Global y Derecho a la Comunicación: Dos Retos Para el Siglo XXI*. Retrieved August 12, 2010, from <http://alainet.org/active/499&lang=es>.
- Bastian, S. & Luckham, R., (2003). *Can Democracy be Designed? The Politics of Institutional Choice in Conflict-Torn Societies*. London: Zed Books.
- Bayart, J.-F. (2004). *Le Gouvernement du Monde. Une Critique Politique de la Globalisation*. Paris: Fayard.
- Bernstein, H. (1975). *For their Triumphs and for their Tears: Conditions and Resistance of Women in Apartheid South Africa*. London: International Defence and Aid Fund.
- Bolliet, D. & Schmitt, J. (2002). *La Socialisation*. Paris: Bréal collection Thèmes & Débats Sociologiques.
- Brogden, M. (1999). *La Criminalité en Afrique du Sud, Au Risque des Espaces Publics*. Paris: Annales de la recherche urbaine N° 83/84.
- Brossaud, C. & Reber B. (2007). *Humanités Numériques 1. Nouvelles Technologies Cognitives et Épistémologie*. Paris: Lavoisier.

- Cardon, D. & Prieur, C. (2007). *Les Réseaux de Relations sur Internet: Un Objet de Recherche pour L'Informatique et Les Sciences Sociales*. Paris: Lavoisier.
- Castillo, J., Tellis, A. J., Lowell J., Center, A., Munoz, J. & Zycher, B. (2001). *Military Expenditures and Economic Growth*. Santa Monica: Rand.
- Chéneau-Loquay, A. (1999). *Quelle Insertion de l'Afrique Dans Les Réseaux Mondiaux? Une Approche Géographique*. Retrieved August 12, 2010, from <http://www.africanti.org/resultats/>
- Cling, J.-P., (1999). *La Politique Économique Sud-Africaine Face à la Mondialisation*. Retrieved August 12, 2010, from <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/073146.pdf>
- Cohen, Y. & Andrew, C. (1987). *Femmes et Contre-Pouvoirs*. Québec: Boréal.
- Coquerel, P. (1996). *L'Afrique du Sud des Afrikaners*. Paris: Complexe.
- Curien, N. & Muet, P.A. (2004). *La Société de L'Information*. Paris: La Documentation française.
- Daniel, J., Habib, A. & Southall, R. (2003). *State of the Nation: South Africa, 2003-2004*, Cape Town: HSRC Press.
- De Coster, M., Bawin-Legros, B. & Poncelet, M. (2006). *Introduction à la Sociologie*. 6e édition, Collection Ouvertures Sociologiques. Paris: De Boeck.
- Decoteau, C. (2008). *The Crisis of Liberation: Masculinity, Neo-Liberalism and HIV/AIDS in Post-Apartheid South Africa*. Paper presented at the annual meeting of the American Sociological Association Annual Meeting, Sheraton Boston and the Boston Marriott Copley Place, Boston, MA, Jul 31, 2008.
- Deleuze, G. & Guattari, F. (1972). *Capitalisme et Schizophrénie: L'Anti-œdipe*. Paris: Minuit.
- Dines, G. & Humez, J.M. (2002). *Gender, Race, and Class in Media*. Thousand Oaks: Sage Publications.
- Duby, G. & Perrot, M. (1990-1991). *Histoire des Femmes en Occident*. 5 volumes. Paris: Plon.
- Fassin, D. (2004). *Afflictions: L'Afrique du Sud, de L'Apartheid au Sida*. Paris: Karthala.
- Fauvelle-Aymar, F. X. (2006). *Histoire de l'Afrique du Sud*. Paris: Seuil.
- Foucault, M. (1980-1988). *La Production de Soi, Dits et Écrits, Tome IV*. Paris: Gallimard.
- Gallagher, M. (1995). *An Unfinished Story: Gender Patterns in Media Employment*. Paris: Unesco.
- Gasa, N. (2007). *Women's in South Africa History - Basus'iimbokodo, Bawel'imilambo - They Remove Boulders and Cross Rivers*. Cape Town: HSRC Press.
- Gibson, W. F. (1986). *Burning Chrome*. New York: Ace Books.
- Gooneratne, W. & Mosselman, E. (1996). *Planning across the Borders: Border Regions in Eastern and Southern Africa*. London: Pinter.
- Guillaumin, C. (1977). Race et Nature: Système des Marques, idée de Groupe Naturel et Rapport Sociaux. *Pluriel*, 11, 39-55.
- Gurak, L. (1997). *Persuasion and Privacy in Cyberspace*. New Haven: Yale University Press.
- Gurumurthy, A. (2004). *Gender and ICTs: Overview Report*. London: Bridge.
- Gurumurthy, A. (2006). *Gender in the Information Society: Emerging Issues*. New York: UNDP.
- Hafkin, N. & Sophia, H. (2006). *Cinderella or Cyberella? Empowering Women in the Knowledge Society*. Bloomfield, CT: Kumarian Press.
- Hafkin, N. & Taggart, N. (2001). *Gender, Information Technology and Developing Countries*. Washington: AED LearnLink.
- Harcourt, W. (1999). *Women@Internet: Creating New Cultures in Cyberspace*. London: Zed Books.
- Hassim, S. (2006). *Women's Organisations and Democracy in South Africa: Contesting Authority*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Hirschman, A. O. (1970). *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Cambridge: Harvard University Press.
- Hirschowitz, R., Worku, S. & Orkin, M. (2000). *Quantitative Research Findings on Rape in South Africa*. Pretoria: Statistics, South Africa.
- Karshenas, M. (2002). *Measurement and Nature of Absolute Poverty in Least Developed Countries*. Retrieved August 15, 2010 from: <http://eprints.soas.ac.uk/115/>
- Kynoch, G. (2006). *Urban Violence in Colonial Africa: A Case for South African Exceptionalism*. Paper presented at Wits Institute for Social and Economic Research, 15 May 2006.
- Lawuyi, O. B. (1998). Acts of Persecution in the Name of Tradition in Contemporary South Africa. *Dialectical Anthropology*, 23(1), 83-95.
- Loveless, A. (2001). *ICT, Pedagogy, and the Curriculum: Subject to Change*. Florence, Kentucky: Routledge.
- McFadden, P. (2005). Becoming Postcolonial: African Women Changing the Meaning of Citizenship, Meridians. *Feminism, Race, Transnationalism*, 6(1), 1-18.
- Meer, S. (1998). *Women Speak: Reflections on our Struggles 1982-1987*. Cape Town: Kwela.
- Mies, M. (2001). *Le Travail des Femmes: Pilier de la Mondialisation*. Retrieved August 12, 2010, from <http://www.penelopes.org/archives/pages/docu/mondiali/travail0102.htm>
- Montel-Dumont, O. & Couderc N. (2009). *Des Subprimes à la Récession - Comprendre la Crise*. Paris: La Documentation française.
- Mottin-Sylla, M. H. (2004). *Citoyennes Africaines de la Société de L'Information: Manuel D'Urgence à L'Intention des Décideurs*. Dakar: ENDA.
- Mottin, M. H. & Palmieri J. (2009). *Excision: Les Jeunes Changent L'Afrique par les TIC*. Retrieved August 12, 2010, from <http://synfev.enda.sn/excisionlesjeuneschangentlafriqueparlestic.pdf>

- Mukhopadhyay, M. & Singh, N. (2009). *Justice de Genre, Citoyenneté et Développement*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Murray, N. (1997). Somewhere over the Rainbow. A Journey to the New South Africa. *Race and Class*, 38(3), 1-24.
- Myers, J. C. (2008). *Indirect Rule in South Africa: Tradition, Modernity, and the Costuming of Political Power, Tradition, Modernity, and the Costuming of Political Power*. New York: University of Rochester Press.
- Nathan, T. (1998/1999). Quelques principes D'Ethnopsychiatrie. *Parcours*, 19/20, Retrieved August 12, 2010, from <http://www.recalcitrance.com/principes.htm>
- Neveu, E. (2006). *Une Société de Communication*. Paris: Montchrestien.
- Ntambue, R., T. (2001). *L'Internet, son Web et son E-mail en Afrique: Approche Critique*. Paris: L'Harmattan.
- OECD (2003). *ICT and Economic Growth: Evidence from OECD Countries, Industries and Firms*. Paris: OECD.
- OECD (2008). *Measuring the Impacts of ICT Using Official Statistics*. Paris: OECD.
- Ossama, F. (2001). *Les Nouvelles Technologies de L'Information. Enjeux pour L'Afrique Subsaharienne*. Paris: L'Harmattan.
- Palmieri, J. (2004). *Tics, Genre: Même Combat !*. Retrieved August 12, 2010, from [http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id\\_article=5364](http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=5364)
- Poulin, R. (2004). *Le Marché Mondial du Sexe Au Temps de la Vénéralité Triomphante - L'Essor du Système Proxénète dû à la Mondialisation*. Retrieved August 12, 2010, from [http://sisyphe.org/article.php3?id\\_article=908](http://sisyphe.org/article.php3?id_article=908).
- Primo, N. (2003). *Gender Issues in the Information Society*. Paris: UNESCO.
- Rathgeber, E. & Adera, E. (2002). *L'Inégalité des Sexes et la Révolution de L'Information en Afrique*. Ottawa : CRDI.
- Salmon C. (2008). *Storytelling. La machine à Fabriquer des Histoires et à Formater les Esprits*. Paris: La Découverte.
- Schiller, D. (1999). *Digital Capitalism: Networking the Global Market System*. Cambridge: The MIT Press.
- Seekings, J. & Nattrass, N. (2005). *Class, Race, and Inequality in South Africa*. New Haven: Yale University Press.
- Seidman, G. (2006). *La Transition Démocratique en Afrique du Sud: Construction d'une Nouvelle Nation et Genre de l'État*. Retrieved August 12, 2010 from <http://clio.revues.org/document190.html>.
- Seidman, G. (1999). Gendered Citizenship: South Africa's Democratic Transition and the Construction of a Gendered State. *Gender and Society*, 13(3), 287-309.
- Seidman, G. (1993). Mobilization and Gender in South Africa. *Gender and Society*, 18(2), 291-320.
- Shade, L. R. (2002). *Gender & Community in the Social Construction of the Internet*. New York: Peter Lang.
- Smith, A. (1759/2002). *The Theory of Moral Sentiments*. Cambridge: Cambridge University Press
- Stengers, I. (2002). *Sciences et Pouvoirs. La Démocratie Face à la Technoscience*. Paris: La Découverte.
- Thompson, M. (2002). ICT, Power, and Developmental Discourse: A Critical Analysis, In *Proceedings from IFIP TC8/WG8.2 Working Conference on Global and Organizational Discourse about Information Technology*.
- Waylen, G. (2004). *What Can the South African Transition Tell us about Gender and Democratization?* Centre for Advancement of Women in Politics School of Politics, Belfast: Queens University.
- Weiser, E. B. (2000). Gender Differences in Internet Use Patterns and Internet Application Preferences: A Two-Sample Comparison. *CyberPsychology & Behavior*, 3(2), 167-178.

## About the Author

### Joelle Palmieri

Joëlle Palmieri, 50 ans, est doctorante à l'IEP de Bordeaux, Laboratoire de recherche du CEAN (Centre d'études d'Afrique noire), Sa thèse porte sur « *Genre et Internet : Effets politiques des usages d'Internet par des femmes sur deux types de domination (dominations masculine et Nord/Sud) : les cas de l'Afrique du Sud et du Sénégal* ». Experte en genre, conseil en communication, elle collabore régulièrement avec l'Organisation internationale de la Francophonie, sa branche Développement durable (IEPF), le CRDI (Centre de recherches pour le développement international, rattaché à la coopération canadienne), l'OCDE et avec des ONGs, telles que ENDA-Tiers Monde, sur des projets de recherche en genre dans et via l'information et la communication et l'économie.